

JUILLET - AOÛT 1995

255 • 3,95\$

ENTREVUE

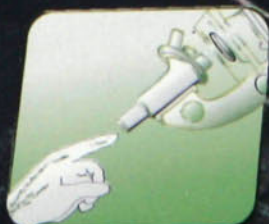
Clément Guimond, directeur de Caisse

# LE FAUX BANKER le vrai gain

DOSSIER

## La SCIENCE rend-t-elle la personne plus «intelligente»?

INFORMATIONS, CONNAISSANCES, ACCESSIBILITÉ



ET SYMBOLE DE LA BELANCE  
NOUVEAU DE LA CAPITALLE,  
CE JARDIN PUBLIC,  
TROUVAILLE ET DE DÉTRIERE  
DES QUATRE SAISON,  
TE BRAGURE PAR  
JEAN-PAUL DALLIER,  
PUBLIC, LE VINGT-SIX AOÛT  
EST QUATRE-VINGT-TREIZE.



# On parle beaucoup de compressions. Pas assez d'équité. Pourquoi ?

Le pouvoir d'achat des particuliers est en baisse, la classe moyenne est surtaxée et la dette publique atteint des sommets inégalés. Dans ce contexte, comment réduire le déficit du gouvernement ? Encore une fois, les tenants du néo-

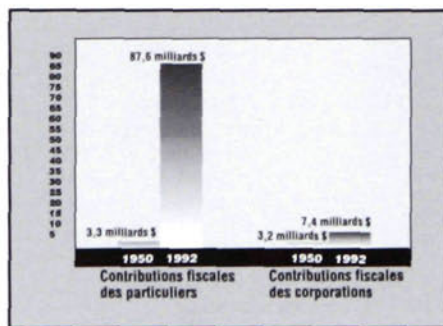
libéralisme préconisent de sabrer sans ménagement dans les dépenses qui sont, on l'oublie trop souvent, des services à la population. Éducation, soins hospitaliers, services sociaux, à en entendre certains, il n'y a que là qu'on peut couper.

**Or, notre système fiscal est loin d'être équitable.**

On taxe les chaussures pour enfants. On exempte d'impôt les frais financiers des investisseurs.

Vos billets de hockey sont taxés. Les loges des entreprises sont déductibles d'impôt.

Nous payons plus d'impôt que les Américains. Nos entreprises en paient moins que celles des États-Unis.



Déduction des frais d'emploi des salariés: 0\$. Exemption sur les gains de capital des PME: 500 000\$.

TVQ: allègement de 1 milliard \$ pour les entreprises sur 3 ans; augmentation prévue pour les particuliers dans un an.

On taxe pleinement les couches pour bébés. On exempte à plein les fiducies familiales.

**Pourquoi une telle disparité ? Existerait-il une règle pour les travailleuses et travailleurs ordinaires et une autre pour ceux qui, soi-disant, créent de la richesse, principalement la leur ?**

Une autre façon de faire, meilleure et plus humaine, existe: rendre le système plus équitable. Lors de son récent budget, le gouvernement du Québec a fait quelques pas dans cette direction.

En plus de ne pas avoir augmenté l'impôt des particuliers, il a haussé la taxe sur la contribution des employeurs au fonds de santé, éliminé le report sur le revenu d'entreprise et limité le remboursement du crédit d'impôt en recherche-développement de grandes corporations.

Il a promis d'améliorer le système de perception et de lutter contre le travail au noir et la contrebande. Le gouvernement s'est aussi commis à faire l'exercice démocratique de révision de la fiscalité avec la mise sur pied d'une commission d'étude sur la question.

Ces mesures sont importantes mais il est temps d'aller plus loin et de colmater les trous par lesquels des compagnies privent le système de milliards \$.

**Pourquoi ne pas instaurer un impôt minimum aux sociétés ?**

En 1987, les chiffres de Statistique Canada indiquaient que 90 000 entreprises canadiennes avaient engrangé des profits de 27 milliards \$ sans payer un sou en impôt. En instaurant un impôt minimum sur les revenus de société, le gouvernement du Québec s'assurerait que tout le monde fasse sa juste part.

**Pourquoi ne pas éliminer les avantages fiscaux indûs ?**

Exonérations des fiducies familiales, crédits d'impôts pour dividendes, déduction des frais financiers, taux d'imposition réduit sur les revenus de placement, exemption de gains en capital, etc.: ces mesures fiscales coûtent des milliards \$ à l'État québécois.

Il n'est pas normal que la majorité de la population fasse les frais des compressions budgétaires pendant qu'une minorité de bien nantis tirent profit du système fiscal.

Une révision en profondeur de la fiscalité s'impose. C'est une simple question d'équité.

**L'équité s'impose**

**E/ CEQ**



PHOTO: BERNARD JEAY

10

ÉDITORIAL

4

ENTREVUE

10

• **CLÉMENT GUIMOND**  
**Le faux banker, le vrai gain**

L'entrepreneurship qui n'est mû que par l'appât du gain conduit à la faillite sociale, nous explique ce banquier hors de l'ordinaire. Clément Guimond est coordonnateur de la **Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec)**. «L'esprit d'entreprise qui nous anime repose sur une motivation profondément humaine et sociale. Son caractère principal n'est pas de viser d'abord à faire des affaires, mais plutôt à régler des problèmes.» Portrait d'une caisse qui prête à ceux et celles qui sont refusés-elles ailleurs. Une caisse qui, au sortir de deux récessions, n'a enregistré aucune perte.

DOSSIER

22

• **SCIENCES ET TECHNOLOGIES**  
**La science rend-elle plus «intelligent-e»?**

Toute une panoplie technologique a pénétré notre vie quotidienne: micro-ondes, guichet automatique, téléphone cellulaire, télécopieur, ordinateur personnel et beaucoup d'autres. Tout cela nous donne-t-il plus de pouvoir sur notre vie? Y a-t-il de la place pour la science dans notre culture générale? La science est-elle accessible? Connaissances et informations scientifiques se rendent-elles à bon port?

BILLET: La crise d'Oka et les jeunes Mohawks	6
PHOTO-REPORTAGE: Touristes: <i>they're back!</i>	9
LIRE: Le culte du passif	16
CHRONIQUE INSOLENT: Tolérantisme	19
VIE ET CULTURE: Poésie trifluvienne	20
QUÉBEC EN COULEURS: Immigration distincte?	35
<i>Bridgehead: Marketing du Sud</i>	36
EN MOUVEMENTS: Intégrisme musulman	39
SUR LA PLANÈTE: Haïti: femmes violées	42



PHOTO: SHARON HENNING

22

*C'est quand les difficultés sont les plus grandes que les organisations, comme les hommes et les femmes d'ailleurs, arrivent à trouver le ressort nécessaire pour retourner le cours des choses.*

*La tradition ouvrière n'en est pas une de résignation. Nous pouvons agir et nous devons agir.*

**Sylvio Gagnon**  
†1942-1995

# VO

# ÉDITORIAL

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

**Conseil d'administration:** Daniel Beaulieu, Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Ginette Gaudreault, Clotilde Lemay, Monique Tremblay.

**Comité de rédaction:** Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, Pierre Viau.

**Collaborations régulières et membres de comités:** Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Pierre Viau.

**Rédacteurs en chef:** Jean Robitaille et Daniel S.-Legault.

**Coordination, promotion, publicité:** Jean Robitaille.

**Direction artistique, secrétariat de rédaction, comptabilité, montage des couvertures:** Daniel S.-Legault. **Mise en pages :** André Leclerc. **Promotion:** Anne-Marie Brunelle.

**Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault. **Représentation publicitaire:** Réseau international (514)722-7708,

**Édition:** Revue Vie ouvrière inc.

**Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc.

**Distribution:** Messageries de presse Benjamin

**Fréquence de parution:** 6 numéros par an.

**Photo couverture:** C. Guimond, par Bernard Jeay

**Grille de tarifs d'abonnement:** Individu ou groupe populaire:

23\$/an ou 40\$/2ans. Institutionnel: 32\$/an. Soutien: 35\$/an.

Étudiant ou sans emploi: 15\$/an. À l'étranger (par avion),

individuel: 30\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel:

40\$/an. Un numéro seulement: 5,35\$ (incl. frais de poste).

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse *Repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°255, 1<sup>er</sup> juillet 1995.

VO: 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7

Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403

EN TEMPS DE JUDICIARISATION, LA TENDANCE EST À DÉRESPONSABILISER LA PERSONNE SOUFFRANT MENTALEMENT. NOUS EN SOMMES PLUTÔT À L'ÈRE DE LA COMMISÉRATION CONDESCENDANTE.

DANIEL S.-LEGAULT

Il y a quelques mois, les médias ont fait grand bruit du cas de Lyne Bernier, une femme qui s'est fait passer pour médecin, et qui, rattachée au CLSC de Ville LaSalle, a visité des patients-es et renouvelé leur prescription médicale. Alertés-es, les journalistes ont alimenté l'angoisse populaire suivante: se peut-il que le peuple, si vulnérable, laisse sa santé à l'occasion à des usurpateurs-rices d'identité astucieux? Horreur. Le système est-il si peu fiable? Menacée d'une sentence exemplaire, la dame s'en est bien sortie, son avocate lui suggérant d'invoquer un manque de médicaments, et une rechute de maniaco-dépressivité. L'irresponsabilité, en quelque sorte...

Il y a plusieurs années, le poète Gaston Miron commençait souvent les conférences qu'on l'invitait à faire en racontant un autre procès. Pour son poème *Front rouge*, où il écrivait notamment «Descendez les flics» et «Feu sur Léon Blum», Aragon avait été accusé de «provocation au meurtre dans un but de propagande anarchiste». Le juge avait blanchi Aragon, disant qu'il ne s'agissait là que de poésie. Miron concluait: «Le juge avait peut-être rendu un bon service à Aragon, mais un bien mauvais service à la poésie.» Désormais, on la croirait moins. L'irresponsabilité, en quelque sorte.

En se justifiant par le manque de médicaments, la fausse doc s'est sortie du pétrin<sup>1</sup>, mais c'est la cause des maladies mentales qui vient de reculer de 20 ans, comme chaque fois qu'un criminel «s'en sort» après un examen psychiatrique. Le monde ordinaire ne se fait plus d'illusions sur cette justice «clinique». Mais il ne croit pas plus qu'avant, malgré les grands discours, que la personne malade mentalement est irresponsable. Il ne serait pas davantage surpris d'apprendre que des expériences ont démontré qu'il est relativement facile de «passer pour fou».

1 Le plus ironique de l'histoire, c'est que tout porte à croire que Lyne Bernier avait exercé ces actes médicaux de façon remarquable. Le Collège des médecins a dû avouer après enquête que, dans cette histoire, «personne n'a subi de dommages ou d'inconvénients!» Un procès pour compétence lui aurait donné raison, mais c'est d'une usurpation d'identité que Lyne Bernier était accusée. Dans le système de santé au Québec, c'est peut-être moins les mécanismes de contrôle que les compétences qu'il faudrait examiner...



ILLUSTRATION CHRISTINE MANTZAVRAKOS

## LES ÉTATS SECONDS

Depuis que la justice reconnaît les sciences psychologiques et les états seconds, les avocats ratisent large pour rempor-

ter une joute. Les archives judiciaires grossissent, les cas se multiplient. Récemment, dans un procès pour viol, l'accusé a été acquitté en plaquant l'ivresse. La drogue est aussi très souvent invoquée comme circonstance atténuante pour juger un criminel. En cette matière d'ailleurs, il faut lire les journaux populaires pour voir comment la consommation de drogue «expliquerait» un crime.

Les problèmes de santé mentale ont toutefois ceci de particulier qu'elles ostracisent l'individu à vie. Contrairement aux effets de l'alcool ou des drogues, les souffrances mentales causeraient un handicap permanent. Les gens sont à la fois attirés et apeurés par le comportement anormal, com-

# SAFE !

me par les manifestations imprévues de la vie. Le tabou est plus solide que jamais. De tous temps, la maladie mentale a fait peur; la nouvelle façon de s'en protéger serait-elle de bâtir une «cloison scientifique» autour de ces individus? On en demande déjà beaucoup à la population en disant «fondamental» de «comprendre les maladies mentales»; pourtant, même les experts se contredisent constamment.

## L'ARÈNE DE L'ÂME

Dans un nombre grandissant de procès, on assiste à une bataille d'experts psychologues, d'une part avec la poursuite, de l'autre avec la défense. Harcelés de questions par les avocats, on leur demande des certitudes. L'expertise psy est extrêmement valorisée. Le témoignage d'un-e psychologue après un test d'une heure pèse souvent bien plus lourd que celui d'un-e travailleur-ses social-e qui a suivi la personne pendant plusieurs années. Les psychologues profitent, parfois malgré eux, de ce «juridisme occulte»<sup>2</sup>

*suite en page 34*

2 L'expression est de Pierre LEGENDRE, auteur de *Le crime du caporal Lortie*, Paris, Fayard, 1989.

# VO

## LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

D'ENQUÊTES
DE TÉMOIGNAGES
DE REPORTAGES

<input type="checkbox"/> Abonnement individuel	1 an : 23,00 \$
<input type="checkbox"/> Abonnement individuel	2 ans : 40,00 \$
<input type="checkbox"/> Abonnement individuel à l'extérieur du Canada	1 an : 30,00 \$
<input type="checkbox"/> Abonnement institutionnel	1 an : 32,00 \$
<input type="checkbox"/> Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada	1 an : 40,00 \$
<input type="checkbox"/> Abonnement de soutien	1 an : 35,00 \$
<input type="checkbox"/> Étudiants / Sans-emploi	1 an : 15,00 \$
<input type="checkbox"/> Numéro seulement	3,95 \$ + 1,40 \$ poste

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

PAIEMENT INCLUS : \_\_\_\_\_

**FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :**  
**Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998**

PHOTO: SHANEY KOMULAINEN



**S**ur le terrain extérieur, une jeune Mohawk, Karine Murray, 16 ans, m'a donné rendez-vous pour me parler de son projet vidéo à la mémoire de la crise d'Oka. Près de nous, des élèves, distraits au début par la belle température, se sont rapidement concentrés sur notre conversation. J'observais pour le sujet une vive flamme que je croyais éteinte.

## DÉFENDRE SES OPINIONS COMME UN TERRITOIRE

Karine ouvre la discussion en me précisant à quel point il est difficile de parler de politique à Oka: «Entre deux amies, on ne discute jamais de ça, car on ne se parlerait plus après. Avant on pouvait parler de tout, mais là, ça se termine toujours en conflit.» «C'est surtout à cause de nos parents. On se fait influencer par leurs préjugés. On entend toutes sortes de choses: "ils se font tout payer et ils n'arrêtent pas de se plaindre" "non seulement ils ne payent pas de taxes, on les laisse faire de la contrebande"», réplique la fille du maire de la Paroisse d'Oka dont l'amitié

avec des jeunes Mohawks a résisté à la crise.

Il est en effet étonnant de constater ici, à plein l'école secondaire, à quel point les personnes mohawks, métisses et «blanches» se côtoient avec une harmonie qui diffère de beaucoup avec ce que nous retrouvons au village. Il y a parfois des taquineries, le plus souvent amicales, mais on n'observe aucun conflit important à caractère raciste. À l'école, Karine se permet de s'afficher davantage: «Sur la rue, je n'oserais jamais

me promener avec mon manteau mohawk! Je vais me faire "dévisager". Ici, je me fais une fierté de m'afficher. Il y a tellement de styles différents.» «C'est vrai qu'on est bien à l'école, même si on se fait étiqueter comme "indien"», ajoute Alexandre Binette, 16 ans, né d'une mère mohawk et d'un père «blanc».

Sophie, 15 ans, exprime une évaluation semblable, mais elle évoque à la fin un souvenir douloureux. En septembre 90, après la crise, on a changé son classe-

# LA CRISE D'OKA, CINQ ANS APRÈS

## Un été indien qui a brûlé la mémoire des jeunes de l'école secondaire d'Oka

FRANÇOIS GERVAIS

## La légende de la tortue

Il y a une légende iroquoise qui nous parle d'un affrontement entre le «Grand Esprit» et l'«Esprit Mauvais». Ce dernier perdit le combat «mais les traces de son passage demeurent toujours visibles sur terre», comme la crise de l'été 90 sur la terre d'Oka. Certaines blessures importantes persistent et empêchent les gens de se parler. Karine dénonce la peur qui impose son silence. Elle souhaiterait que les mowhaks et les «blancs-hes» se parlent davantage: «C'est bien beau de se protéger et d'éviter de se faire mal en ne parlant pas de la situation politique, mais nous autres les jeunes, nous ne voulons pas vivre dans un climat comme ça. Il faut des changements. Or, si on ne se parle pas, comment va-t-on progresser?»

Voilà le défi qui se pose aux jeunes d'ici. Dommage qu'on ne les invite pas davantage aux négociations. De toute façon, je n'ai pas senti de découragement chez eux, malgré un grand sentiment d'impuissance. En apparence, personne ne peut s'imaginer que les élèves de cette école furent témoins d'une crise il y a cinq ans. Les traces sont silencieuses et elles sont imprégnées, selon eux-elles, dans une peur surtout véhiculée par les préjugés des adultes.

ment et celui de son amie Karine. Elles se sont retrouvées toutes les deux pour un an avec des élèves pour lesquels on avait diagnostiqué des troubles de comportement. À la Commission scolaire, on a manifesté peu d'enthousiasme pour me diriger vers une source d'information qui m'aurait permis de clarifier l'affaire. De mémoire, on semble n'avoir retenu aucune plainte sur une quelconque politique discriminatoire à propos des classements.

### INAPERÇUS


Si tous-tes les Mohawks et les métis-ses sont bien à l'école secondaire d'Oka, comment expliquer qu'on n'en retrouve que 5 parmi 1 300 élèves? La langue oriente la majorité de la population vers les écoles anglaises de la région. Or, on note un phénomène depuis la crise: il y a davantage de parents qui obligent leurs enfants à étudier dans les écoles exclusivement mohawks, même s'ils doivent se déplacer jusqu'à Kahnawake. On n'en connaît pas le nombre exact, mais les autobus identifiés sont visiblement plus remplis.

En apparence, plusieurs personnes prétendent qu'on comptait davantage d'élèves mohawks ici avant la crise. Après vérification, ce chiffre minime n'a pas changé de façon significative.

Alexandre explique cette illusion: «Avant la crise, on ne nous distinguait pas. On passait inaperçus et personne ne s'arrêtait pour nous compter. Maintenant, on nous remarque davantage, alors notre minorité ressort parmi la masse.» En effet, presque tous les élèves que j'ai interrogés connaissaient le nombre exact d'autochtones à l'école. Pourtant, il y a plusieurs comportements discriminatoires dans le milieu. Des jeunes isolés, timides, complexés ou ayant un physique différent se font ridiculiser et rejeter. Il y a également des conflits entre *gangs* de styles différents, mais jusqu'à maintenant aucun n'a opposé «blancs-hes» et indiens-nes.

La situation est plus tendue au village où les médias alimentent les divisions dans la population. Karine et Sophie reprochent aux médias de ne montrer que les côtés négatifs des Mohawks: «Si on se fie aux images qu'on véhicule, tous les Mohawks font de la contrebande. De la crise d'Oka, on n'a retenu que les barrages, la cause de nos terres a été oubliée.» Alexandre partage la même opinion et ajoute que la mentalité dans le village a beaucoup changé depuis la crise: «Tout le monde s'en veut et se regarde agressivement. La tension est élevée non seulement entre les indiens et les «blancs», mais aussi entre les Mohawks. Certains veulent être considérés

comme les autres, alors que d'autres luttent en faveur de politiques discriminatoires, comme l'exemption de taxes et la protection du territoire par des réserves. Comme métis, ce n'est vraiment pas facile. Les purs et durs nous traitent de «*French Indians*», parce qu'on refuse de se faire laver le cerveau. D'ailleurs, c'est une des raisons pour laquelle je préfère étudier ici plutôt qu'à Kahnawake. À regarder le nombre de champs de cannabis à Kahnawake, on comprend l'enthousiasme d'une *gang* de durs à défendre la réserve!...»

Derrière des batailles aux intérêts douteux, il y a des combats essentiels oubliés: ceux qui doivent défendre l'identité, la culture et les valeurs sans se compromettre dans des incohérences. À l'école, la poignée de Mohawks se confrontent à l'impolitesse des autres élèves à l'égard des adultes. «On n'oserait jamais manquer de respect envers quelqu'un de plus âgé que nous. C'est épouvantable la façon dont plusieurs jeunes parlent à leurs profs», disent-ils. On aurait sans doute davantage à s'inspirer de la notion de respect chez les jeunes Mohawks. Le taux élevé de vandalisme et le manque d'attention face à la qualité de l'environnement les dérangent aussi profondément. Ces préoccupations sont malheureusement étouffées par des luttes politiques. 



**2 EMPLOIS SUR 3  
EXIGENT  
UNE FORMATION  
COLLÉGIALE OU UNIVERSITAIRE**

**LA SEULE VOIE POSSIBLE:  
INVESTIR DANS L'ÉDUCATION!**

FNEEQ



## ***THEY'RE BACK...***



PHOTO: FRANÇOIS BOUCHER

*They're back, ils s'en viennent! Les plus âgés-es sont peut-être les plus visibles, mais en tout cas, l'été venu, les touristes états-uniens, de la Californie à Long Island, émigrent vers le Québec, empruntant des itinéraires et des costumes typés... [D.S.-L.] ↵*

**CLÉMENT GUIMOND,  
coordonnateur de la Caisse  
des travailleuses et travailleurs  
(Québec):**

## LE FAUX *BANKER*, LE VRAI GAIN

PORTRAIT D'UNE CAISSE QUI PRÊTE À CEUX-CELLES QUI SONT REFUSÉS-ES AILLEURS. D'UNE CAISSE QUI, AU SORTIR DE DEUX RÉCESSIONS, N'A ENREGISTRÉ AUCUNE PERTE. VOICI LA RECETTE.

*«L'esprit d'entreprise qui nous anime repose sur une motivation profondément humaine et sociale. Son caractère principal n'est pas de viser d'abord à faire des affaires, mais plutôt à régler des problèmes.»*

*C'est un entrepreneurship qui essaie d'établir la justice, qui veut régler le problème de la pauvreté, le problème du développement et qui cherche à donner des réponses aux besoins humains.»*

*Extrait du rapport annuel 1994  
de la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec)*

TEXTES DE JEAN ROBITAILLE  
PHOTOS DE BERNARD JEAY



«**O**n ne se conçoit pas comme une institution financière», précise d'entrée de jeu Clément Guimond, le coordonnateur général de cette caisse un peu exceptionnelle. «On se perçoit comme un outil de développement. C'est là toute la différence. Les institutions financières se contentent habituellement de regarder les projets qui leur sont soumis en se demandant "Est-ce le meilleur placement que je peux faire aujourd'hui?" Pour nous, "faire de la banque", c'est un moyen, pas une fin!»

Cette Caisse d'économie a la réputation de prêter à ceux et celles à qui les autres ne veulent pas prêter. Clément Guimond explique pourquoi. «Il est bien clair que si on se contentait d'examiner de manière *straight* les projets qui nous sont présentés, il n'y en aurait pas un sur dix qui serait accepté. Mais on a choisi de prendre le temps d'écouter le monde nous raconter leurs rêves. On les aide à trouver les moyens

de les réaliser. S'ils correspondent à notre philosophie de développement, on y met nos ressources, notre expertise financière, notre financement ainsi que tous les petits bouts de réseaux qu'on a construits avec des partenaires comme la Société de développement industriel ou comme des communautés religieuses.»

### DES MAGICIENS

«Un journaliste de la radio de Radio-Canada m'a demandé l'an dernier: "M. Guimond, comment ça se fait que vous avez prêté à des clowns?" C'est pourtant simple. On a juste pris le temps d'écouter leurs rêves. C'est ainsi que le projet des *Échassiers de Baie-Saint-Paul* a pris forme puis est devenu aujourd'hui le célèbre *Cirque du Soleil*.»

La relation d'amour entre le Cirque et la Caisse persiste d'ailleurs toujours. «Les projets dans lesquels on s'implique deviennent un peu nos

# L'HISTOIRE DE LA CAISSE

L'aventure de la Caisse débute en 1971, en rupture avec le mouvement Desjardins de l'époque. Mais ses origines remontent à 1966 quand la CSN décide de mettre sur pied un service de consommation et de coopération dirigé par André Laurin, le père des ACEF. Clément Guimond raconte l'histoire. «À l'époque, les gens étaient *pognés* avec les compagnies de finances, les achats à tempérament. C'était frauduleux, usuraire. Laurin avait été voir Desjardins pour leur demander de s'ouvrir à la consultation budgétaire, au crédit à la consommation pour les travailleurs. Desjardins a dit non! Laurin créa alors, en 1966, les caisses d'économie. Puis, en 1970, Laurin, très impressionné par le modèle autogestionnaire yougoslave, pousse plus loin son idée et fonde notre caisse.»

## 0% D'INTÉRÊT

«On a été fortement critiqués parce qu'on heurtait de front le système financier. L'hypothèse de Laurin était la suivante: on recueille vos épargnes à 0% d'intérêt. On se crée ainsi un réservoir économique à coût pratiquement zéro, juste 2% pour l'administrer. On disait aux gens: "À la place de vous donner des intérêts individuels, on va développer toute une série de projets collectifs qui vont être à votre service et qui vont vous rapporter beaucoup plus que vos intérêts individuels n'auraient pu le faire."»

«Laurin disait à la CSN: "Ça donne rien de négocier des bons salaires si en bout de ligne, tu te les fais bouffer par la société de consommation." Laurin voulait ainsi créer tout un réseau coopératif qui rejoindrait toutes les dimensions de la vie du monde. Coopératives de travail, d'habitation, de consommation, secteur des loisirs et des vacances, tout y passait. La Caisse a ainsi mis sur pied un garage coopératif, un magasin de linge, un village vacances-famille.»

## UN PEU COW-BOY

«En 1976, la spirale inflationniste a eu raison de notre épargne à 0% et des prêts à 2%», confie Clément Guimond. «On est rentré dans le moule sur la base financière mais le projet est resté idéologiquement campé de la même façon.»

«Quant au tournant des années 80, on est devenu une caisse populaire membre du mouvement Desjardins, il a fallu remettre de l'ordre dans notre gestion. On était déficitaire, on n'avait pas de réserve... C'est vrai qu'on avait été un peu *cow-boy*. Mais faut aussi se remettre dans le contexte de l'époque où dans la gauche, parler de profits, c'était péché. Là on s'est dit: "Si on veut avoir de l'espace dans Desjardins, faut pas avoir les flans ouverts. Il faut être inattaquable sur le plan administratif. Il faut être aussi bons que les autres, sinon meilleurs."»

## ACCUEIL



«On a choisi de prendre le temps d'écouter le monde nous raconter leurs rêves.»

amis. Tu sais, la générosité qu'on a envers les groupes, ils nous la rendent bien. Les groupes savent que quand on s'implique dans leur affaire, c'est pas un choix comptable. Certains projets qu'on accompagnait ont fait faillite. Mais ils se sont assurés de solder toutes nos affaires avant. "Nous autres, on a une dette d'honneur envers vous. Vous nous avez permis d'exister. On va faire ça *correct* avec vous autres", nous ont-ils dit.»

## ACCOMPAGNEMENT BANCAIRE

Joseph Giguère, qui est aujourd'hui directeur du Centre St-Pierre, a côtoyé régulièrement l'équipe de la Caisse. Il écrit récemment à Clément Guimond toute l'admiration qu'il avait pour le travail d'accompagnement et de persévérance des «magiciens de la Caisse». «J'ai vu des projets au profil désespérément incertain acquérir progressivement une allure prometteuse parce que vous vous obstinez à rester collés à eux et à croire farouchement en la promesse qu'ils représentaient.»

La Caisse accorde effectivement beaucoup d'importance à l'accompagnement. «Si on ne le faisait pas, on ne pourrait pas voir venir les coups», soutient Clément Guimond. «On a des projets où ça fait des années que c'est en faillite technique. Pis ça marche encore! Prends les Serres de Guyenne. Va à la SDI, ils vont te dire, "Hé cibole!, ça n'existerait plus si on n'était pas associé avec la caisse d'économie."»

La coop de travail de mécano-soudure de Rimouski est un bel exemple du genre de partenariat que la Caisse développe avec les communautés religieuses. Ça révèle aussi jusqu'où l'accompagnement dont Clément Guimond parle tant peut aller... Clément s'est rendu à plusieurs reprises à Rimouski pour expliquer aux responsables des communautés religieuses les contours de ce projet. Mais son premier contact avec une représentante des communautés religieuses, il l'a eu sur un lit d'hôpital! Éthel Green était à l'époque Supérieure des Filles de Jésus. «Je sortais de la salle d'opération



«Ce qu'on propose d'intéressant aux communautés, explique Clément Guimond, c'est l'occasion de contrôler l'utilisation de leur argent, sans perte de sécurité ni de rendement. Et de travailler à un développement différent. Les communautés religieuses sont coincées face à l'ampleur des besoins et des sollicitations auxquelles elles font face. Elles ont encore des richesses. Mais elles doivent aussi protéger leur patrimoine. Chaque communauté de la région a transféré de l'argent chez nous. Elles faisaient ça sur notre crédibilité. "On connaît pas ça, mais on vous fait confiance."»

### LA FORCE DE L'ENTREPRENEURSHIP COLLECTIF

La Caisse fait bien sûr sa part pour que



"M. Guimond, comment ça se fait que vous avez prêté à des clowns?"



tous ces projets puissent se développer. Mais Clément Guimond tient à souligner la force de l'entrepreneurship collectif. «On a découvert un entrepreneurship d'une générosité, d'une vitalité et d'une ingéniosité qui n'a rien à envier à tous ces gourous de l'entreprise privée qu'on porte aux nues, et qui d'ailleurs tombent les uns après les autres. Notre plus grande fierté c'est d'avoir permis de démontrer au quotidien qu'il y a moyen de développer un entrepreneurship collectif bien plus solide, bien plus durable et bien plus généreux par rapport à la nature des problèmes auxquels on est confrontés, à partir d'une idée plutôt qu'à partir de l'appât du gain.»

Pour Clément Guimond, l'entrepreneurship intègre plusieurs données, pas

## LA CAISSE EN CHIFFRES

- ◆ Troisième plus grosse caisse d'économie au Québec avec 95 millions \$ d'actifs. Simplement devancée par la Caisse d'économie des policiers de Montréal et par celle des pompiers.
- ◆ La Caisse compte environ 3 000 membres individuels et un millier de membres corporatifs. Sise dans l'édifice de la CSN, boulevard Charest à Québec, elle fait des affaires à la grandeur du Québec, au Nouveau-Québec, dans le Bas-St-Laurent, dans l'Outaouais, à Montréal, etc.
- ◆ Au cours des sept dernières années, l'actif de la Caisse a doublé. Sa rentabilité est de 50% supérieure à celle de l'ensemble des caisses Desjardins.

## Swissair en Gaspésie!

Le président de la Banque nationale a déclaré récemment qu'il faudrait fermer des régions et baisser le salaire minimum pour redresser l'économie du Québec. «Faut-tu vivre dans un autre monde pour dire des affaires pareilles!», s'empare Clément Guimond. «On entre au contraire dans une époque éminemment favorable au développement des régions. L'économie industrielle fout le camp. Et le mouvement de concentration qu'elle avait entraîné va suivre. Les nouvelles voies d'information ouvrent la porte aux régions. Écoute, si Swissair va installer sa comptabilité en Inde, ça se pourrait pas qu'elle la mette en Gaspésie?»



---

«Il nous a embarquées dans une bien belle aventure qu'on n'a jamais regrettée.»

---



E  
N  
T  
R  
E  
V  
U  
E

juste économiques. «L'entrepreneurship, c'est la capacité de mettre en mouvance l'imagination, de la mettre en action. C'est un mélange d'audace et d'intuition. C'est la capacité de prévoir et de se donner une vision.»

La plupart des banquiers ne jugent un projet que par son plan d'affaires. Clément Guimond en rigole. «Dans les institutions bancaires, le plan d'affaires, c'est un peu magique. C'est rassurant. Tu reçois le plan d'affaires pis t'es tout seul avec tes ratios. T'as pas besoin de parler à personne.»

«Quand on étudie un projet dans le milieu bancaire, on utilise généralement de manière très hiérarchisée la règle des "quatre M" (le Marché, les Moyens de production, les Moyens financiers et le Monde). Chez nous, on inverse l'ordre des priorités. On place le monde en premier.»

#### EN LIBERTÉ SURVEILLÉE

Clément Guimond aura beau prétendre que sa caisse n'est pas une institution financière comme les autres, elle n'en demeure pas moins soumise aux mêmes exigences légales. Longtemps placée sous surveillance à cause de son audace, les rapports avec les inspecteurs ont toujours été très particuliers.

«Le premier inspecteur des Institutions financières du Québec qui est venu ici est un homme qui observait beaucoup. C'était à l'époque où il circulait toutes sortes de choses sur nous. Très discret, il a passé une semaine à examiner nos livres et à observer ce qui se passait dans la caisse. Puis, il a demandé à me rencontrer. "J'ai deux choses à vous dire. Premièrement, j'aimerais amener mon boss ici." Je lui ai demandé pourquoi? "Parce que quand je vais lui remettre mon rapport, il ne me croira pas", m'a-t-il répondu. "Ça fait 20 ans que je travaille dans l'inspection, je viens de découvrir ici c'est quoi la coopération. S'il fallait que toutes les caisses fassent ce que vous faites, le Québec ne serait plus jamais le même.»

### Des ambitions

**«Je ne pourrai pas dormir tranquille tant qu'on n'aura pas réussi à rejoindre les exclus-es», confie Clément Guimond, «ceux et celles qui ne réussissent pas à se qualifier dans l'économie marchande. Je veux qu'on mobilise une partie de nos ressources pour les rendre disponibles aux exclus-es. Pour quelqu'un, par exemple, qui est sur l'aide sociale et qui a besoin de 300\$ pour se partir une petite entreprise. On n'est pas capable de l'accompagner à l'intérieur de notre structure. Ça ne serait pas rentable. Il faut plutôt, avec d'autres partenaires communautaires, rendre notre expertise et notre financement disponibles. On pourrait penser à des projets comme des Clubs d'emprunt.»**

«C'est sûr qu'il y a certains dossiers qui les font *freaker* un peu, comme celui des Serres de Guyenne. Mais ils nous le disent: "Si c'était ailleurs, on te les classerait à perte, pis vite. Mais ici, on sait que vous allez trouver des moyens de régler ça. On sait que le dossier va être encore là l'année prochaine." Ils reconnaissent que même si on va plus loin que les autres, on agit avec lucidité et on respecte les règles usuelles de financement.»

#### LA SUCCURSALISATION

«Beaucoup de *bankers* ont été embauchés chez Desjardins au

V  
O  
U  
S  
N  
O  
U  
S  
R  
E  
V  
E  
N  
O  
U  
S  
J  
U  
I  
L  
L  
E  
T  
-  
A  
O  
Û  
T  
1  
9  
9  
5

## CAISSE DE L'ANNÉE

La Caisse vient de se mériter le titre de Caisse de l'année de la Fédération des caisses d'économie Desjardins. «On en est très fiers. Surtout parce que la Fédération a vraiment tenu à souligner notre mission particulière comme idéal de la coopération, pas juste notre bonne performance financière. C'est impressionnant le bout de chemin qu'on a fait avec la Fédération. Je me souviens qu'au début ils nous disaient presque: "On vous accepte comme vous êtes mais essayez pas de nous convertir." Ils nous regardaient avec une certaine méfiance. Plus tard, ils se sont mis à nous regarder avec interrogation. Et aujourd'hui, on est devenu un objet de fierté pour eux!»

cours des années 80. Ça marque une organisation, c'est une méchante force d'inertie.» En fait Clément Guimond a le poil qui lui hérissé quand il les entend discourir sur «Comment être efficace malgré notre structure coopérative».

«Ce sont les mêmes individus qui voudraient succursaliser les caisses. Au lieu d'apprécier les 1 400 caisses comme autant de foyers d'innovation et de diversité, ils voudraient en avoir 1 400 identiques. C'est plus simple à gérer! Béland est un adepte de ce mouvement de réingénierie qui vise à homogénéiser et à opérer en fonction du centre. Ça crée même une drôle de contradiction. On n'a jamais eu un président capable de porter en public des affaires aussi importantes. Mais en même temps, à l'interne, ça fait longtemps qu'on n'a pas eu un président aussi critiqué.»

«Il faudrait que les "bankers nostalgiques" comprennent que les problèmes, c'est pas les machines qui vont les régler. Le problème c'est que les gens disent: "Moi, je vais à ma caisse puis je ne vois pas de différence avec la banque." C'est pas une question de produits. C'est une question d'identification, d'appartenance. On cible bien mal nos priorités. Les gens vont recommencer à investir chez Desjardins quand ils vont être servis par des gens de cœur.»

### LA FORCE DE LA COHÉSION

La Caisse est restée assez fidèle aux idéaux auto-gestionnaires qui ont présidé à sa création. Il n'y a pas de gérant ou de directeur. On parle plutôt d'un coordonnateur. Le travail d'équipe est à l'honneur. Et les écarts salariaux y sont éminemment moins importants qu'ailleurs. «Si on n'a pas trop changé depuis nos débuts, c'est pas qu'on est plus fins que les autres. C'est qu'on a une structure qui nous empêche de changer. Notre force, c'est qu'on est entourés de partenaires qui pensent tous comme nous. Ça nous donne une très grande cohésion.»

# Quels que soient

VOS passions

VOS idéaux

VOS rêves ...



L'équipe de la Caisse d'économie  
des travailleuses et des travailleurs  
de Québec

écoute,  
comprend  
et conseille.

Elle vous accompagne  
dans la réalisation de vos projets  
individuels et collectifs.



La Caisse d'économie des travailleuses  
et travailleurs (Québec)

Une force au travail

155, boul. Charest Est, Québec (Québec) • (418) 647-1527



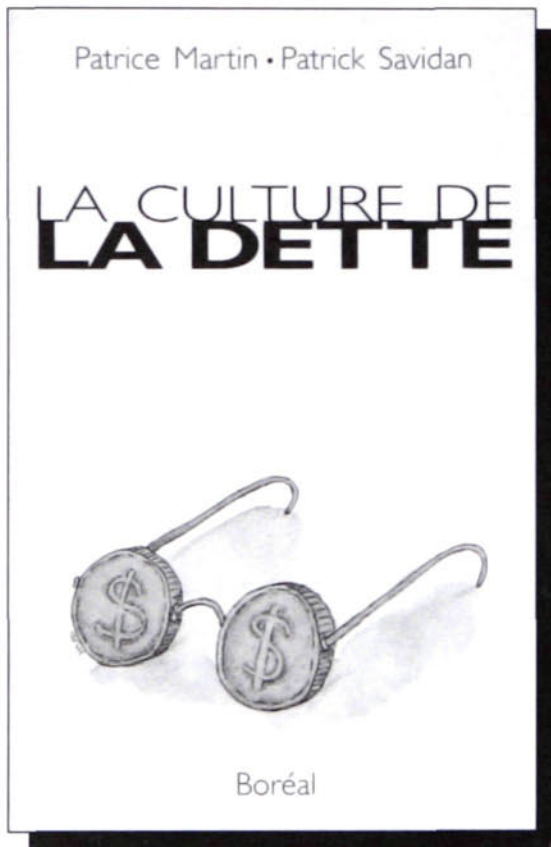
Patrice MARTIN et Patrick SAVIDAN  
*La culture de la dette*  
Boréal, 1994, 136 p.

«La dette n'est pas sans intérêts», pour reprendre l'expression des auteurs de ce livre. Ni un traité d'économie, ni une réflexion aride, ce livre constitue plutôt une remise en perspectives critique et vivifiante. Non sans de bonnes pointes d'humour, Martin et Savidan s'en prennent au discours dogmatique qui érige en valeur absolue la liquidation complète du déficit de l'État. Ils s'attaquent au consensus créé de toutes pièces par les experts, les médias et les maisons de sondage.

Ils démontrent bien que l'on peut faire dire n'importe quoi aux chiffres. Faits à l'appui, ils écorchent leur pseudo-scientificité, tout en se gardant bien de prendre position sur la gravité, réelle ou non, de la dette publique. Ils nous rappellent que les ténors du libéralisme économique, si mécontents de l'État «mauvais père de famille», ne s'en prennent jamais à l'endettement comme mode de vie ou de développement pour le-la simple consommateur-riche ou l'entrepreneur-e. Pendant que certains-es bénéficient de généreuses déductions fiscales et que les banquiers-ères se tapent des salaires faramineux, le discours sur la dette en vient à fiscaliser toute la pensée. Comme pour faire partager également à tous-tes un esprit d'austérité et de sacrifice face à la Bête indomptée.

Marcel Côté de SECOR, Paul Martin, Ghislain Dufour, Paul Desmarais et ses valets Alain Dubuc et Claude Picher considéreront ce «pamphlet» comme une hérésie. Une bonne raison pour vous payer du bon temps en scrutant, à l'aide du philosophe et du politicologue, ce qui se cache derrière la «culture de la dette». [CLAUDE CHAMPAGNE]

L'ouvrage est un pamphlet philosophant, écrit sur un mode anecdotique. On y lie avec enthousiasme les Grecs anciens, la judéo-chrétienté, Hegel, Marx, Rousseau, Castoriadis, l'existen-



tialisme, Paul Martin et Baudelaire. On pourrait être impressionné par cet étalage culturel, si les auteurs étaient parvenus à s'en tenir à un thème déjà ambitieux, qui finit par les dépasser.

Le Culte de la dette était un projet intéressant, ne serait-ce qu'en regard du discours politique et idéologique qu'il recouvre. Les auteurs auraient pu s'en tenir à une analyse du discours politique qui prévalait au temps de Keynes, pour le comparer à celui que l'on connaît aujourd'hui. La culture de la dépense et du crédit, favorable à l'endettement du secteur public, est nettement antagoniste aux préceptes néo-libéraux qui prévalent depuis les années 80. Les monétaristes ont fait de la lutte aux déficits et à l'endettement public leur che-

val de bataille, mettant ainsi de l'avant un discours restrictif et alarmé, défavorable aux dépenses sociales de l'État. *La culture de la dette* rappelle bien cette rupture discursive dans l'évolution du rôle accordé à l'État, mais sans approfondir suffisamment.

Curieusement, les auteurs ont préféré insister sur la dimension symbolique du discours ambiant sur la dette, faisant un parallèle pour le moins original entre le retour du sacré et un certain discours accusateur contenu dans les exhortations quotidiennes à la restriction des dépenses publiques.

Un livre inégal, au propos parfois original, et somme toute un peu ésotérique. [AFEF BENESSAIEH]

# LE CULTE DU PASSIF

## Bonn soupçonne Merrill Lynch

Agence France-Press collaborateurs, selon une télévision privée et une radio régionale.

Francfort. Merrill Lynch investit 8,2 millions de dollars dans cinq nouveaux projets.

**FAILLITE • FAILLITE • FAILLITE**

**Chômage en hausse**

**Propositions d'affaires**

**CNN annonce le lancement d'une chaîne d'information économique**

**ARGENT DISPONIBLE**  
Problèmes de liquidités?  
Prêt commercial seulement  
Confidentiel  
Ministère Régional des Finances  
844-4444

**Le marché obligataire**

	Année dernière	Septembre précédent
CANADA	6,26	7,64
Taux d'escompte	6,75	9,00
Taux préférentiel	6,00	7,13
	6,00	6,96

**G**

## La Conférence de Montréal

La mondialisation de l'économie est-elle un cul-de-sac?



**Richard LANGLOIS**  
*Pour en finir avec l'économisme*  
Boréal, 1994, 171 p.

Depuis déjà trop longtemps, nous assistons au déferlement d'un discours qui prétend que toute la société doit se mesurer aux enjeux économiques. Le problème n'est pas que la dimension économique soit à négliger comme telle, mais plutôt qu'une nouvelle caste de «gourous» tend à remplacer les anciennes religions instituées en tant que régisseurs exclusifs de ce qui est bon ou non pour l'individu et la société. Les grands-prêtres que sont devenus la plupart des économistes n'y vont en effet pas de main morte lorsque vient pour eux le temps d'imposer leurs dogmes. À les croire, toute la vie en société ne doit servir qu'à des fins bien ciblées: subjuguier le «déficit» (le nouveau «Satan»), se plier religieusement aux directives des marchés financiers et des exigences de la Bourse (la nouvelle «Mecque») et, en guise de nouvelles «Ta-

bles de la Loi» de Moïse, les cotes de la Bourse ou les taux de change sont là pour nous indiquer les autels sur lesquels doivent être accomplis les «sacrifices» aptes à assouvir l'appétit vorace du «Dieu-Argent».

Comme pour toute religion, l'économisme a certes ses zéloteurs fanatiques, mais aussi son petit lot d'hérétiques. Ceux-ci ne sont pas la plupart du temps les plus nombreux mais, lorsqu'ils commencent à se manifester, c'est souvent le signe que l'unanimité délirante qui sert de caution au fanatisme religieux commence à faire face au doute. L'auteur de *Pour en finir avec l'économisme*, Richard Langlois, est précisément l'un de ces hérétiques capables de déranger les certitudes que s'acharnent à imposer les «grands prêtres» de notre époque.

En commettant ce petit livre perturbateur des dogmes ambiants, Langlois rappelle certaines vérités que cachent les discours des «sorciers» de notre époque, ces économistes dévoués corps et âmes aux instituts financiers.

En parcourant le livre de Langlois, on

en arrive à la réflexion que lorsque la société se décidera réellement à couper «dans le gras», qu'elle aura compris où se trouve vraiment le «gras», cela risquera de faire très mal à ceux et celles qui concentrent dans leurs seules mains la majeure partie de la richesse sociale, ainsi qu'à ceux et celles qui se font servilement leurs porte-voix. Donc, un petit livre bien mordant, d'une écriture passionnante, qui jette à terre bien des idées reçues sur l'économie.

[DANIEL LAPRÈS]

On les voit partout. Dès le lever du jour, où Claude Picher sévit au réseau TVA en se citant dans *La Presse*, en passant par tous les médias, le discours des grands spécialistes de l'économie déferle avec son discours unanime.

Il y a pourtant un nombre important d'économistes plus progressistes, qui ne sont pas partisans-es des recettes budgétaires néo-zélandaise ou albertaine. Richard Langlois, économiste à la CEQ, est un de ceux-là. Son dernier ouvrage mord à pleines dents dans le discours néo-libéral.

Pamphlétaire, comme le veut cette collection des Éditions Boréal, ce livre fait plaisir à lire. Il défait un mythe entourant les économistes, démontrant très bien que leurs prédictions et analyses ne valent guère mieux que celles de la météorologue Jocelyne Blouin ou de l'astrologue JoJo. Ces règlements de compte, fort mérités, sont bien étayés. Langlois démontre bien que les économistes tiennent un discours relié à des intérêts précis.

Sans être un ouvrage de référence, ce livre outillera toutes celles et ceux qui, des réunions de famille au milieu de travail, débattent de l'aspect incontournable des compressions budgétaires. Langlois souligne comment l'évasion fiscale pratiquée par les compagnies et contribuables à haut revenu prive les gouvernements de milliards de dollars.

À l'heure où, comme le dit Langlois, «nous sommes conviés à un débat visant à déterminer qui du Québec ou du Canada formera le meilleur Walmart à

l'approche du XXI<sup>e</sup> siècle», ce livre ramène les pendules à l'heure juste.

Il faut espérer que, contrairement à la conclusion pessimiste de ce livre, qui estime que celui-ci n'aura que l'effet d'une note discordante, les points de vue progressistes sur l'économie prennent une place grandissante dans la société, tant dans les débats constitutionnels que dans ceux sur les choix budgétaires. [PIERRE GAUDREAU]



**Laurent LAPLANTE**  
***L'angle mort de la gestion***  
IQRC éditeur, 1995, 142 p.

À notre époque, la gestion fait l'objet d'un véritable culte. À croire les économistes et dirigeants-es politiques de tous bords, la gestion devrait tout englober,

et la rentabilité financière devrait être la seule mesure d'évaluation pour toutes les sphères de l'activité sociale. De plus, la gestion prétend détenir le monopole de la rationalité: tout ce qui n'entre pas dans son champ doit être considéré comme superflu, ou au mieux comme accessoire et secondaire.

En parcourant le nouveau livre de Laurent Laplante, on ne peut que constater que rien n'est plus faux, et que pousser plus loin le culte de la gestion relève carrément de l'irrationnel. Laplante s'interroge d'ailleurs sur une réalité méconnue et troublante: l'engouement souvent frénétique de beaucoup de gestionnaires pour les sectes mystico-psychologiques. La récente tragédie de l'Ordre du Temple Solaire illustre bien selon l'auteur cette montée de l'irrationnel qui accompagne souvent l'adhésion aveugle à la «gestionnite aiguë». Ce qui prouve qu'à force de considérer que la réalité est résumée à une seule de ses

dimensions, on en arrive à sombrer dans la déraison la plus nocive.

Laurent Laplante jette un éclairage judicieux sur les dimensions occultées que sont l'éthique, la finalité de l'économie et les rapports entre individus. Pour assurer la viabilité d'une société et des rapports entre individus et collectivités, il est devenu essentiel de conjuguer la gestion avec ces dimensions. Ce sont les finalités de l'économie qui se voient ici interrogées sans détours. Remettre la gestion à sa place en lui conférant le rôle qui est le sien, sans l'enfler comme c'est hélas le cas de nos jours, telle est la visée à laquelle nous convie ce livre. Dans ce petit livre aux vertus démystificatrices, Laurent Laplante ne fait rien de moins que rappeler l'importance de remettre l'être humain et ses exigences de développement au centre des préoccupations. [DANIEL LAPRÈS]



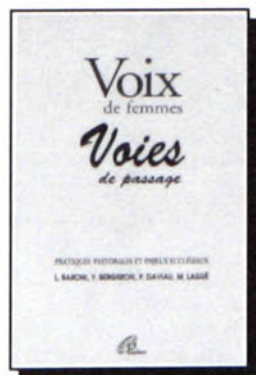
## L'Action NATIONALE

1259, rue Berri,  
bureau 320,  
Montréal H2L 4C7

Tél.: 845-8533

**Revue mensuelle, 35,00\$ par an**  
Fondée en 1917

- Sociale, économique, culturelle, indépendantiste
- Des faits, des idées et des solutions
- 1 600 pages par année • Plus de 200 collaborateurs
- Indépendante des partis politiques



264 pages, 20,50 \$

### **Voix de femmes, Voies de passage**

LISE BARONI, YVONNE BERGERON, PIERRETTE DAVIAU, MICHELINE LAGUÉ

225 travailleuses en Église s'expriment sur leurs pratiques pastorales et leur visées d'avenir ; 4 chercheuses en dégagent les enjeux ecclésiaux.

**Un SOS pour l'Église :  
mieux vaut le lire  
qu'en entendre parler seulement !**

Une publication  Paulines



## CHRONIQUE INSOLENTTE

### L'ANNÉE DU TOLÉRANTISME

NICOLE BRAIS

**V**ous êtes habitués-es aux Années internationales. En général, elles donnent lieu à un battage publicitaire sur le thème élu et génèrent des subventions et des résolutions aussi généreuses qu'éphémères. Et puis trop souvent, pffff, plus rien. La présente Année internationale se démarque un peu: elle ne suscite déjà rien. Je vous mets au défi de m'en dire le thème.

En cette année où Jean-Marie LePen bat des records aux Présidentielles avec son discours xénophobe, où en Algérie les adeptes de l'intégrisme islamique tuent impunément les femmes et les journalistes qui lèvent le voile sur leurs abus, on célèbre la TOLÉRANCE. Pertinent, à première vue. Je ne sais pas trop ce qu'il faudrait injecter à tout ce beau monde pour leur inculquer ne serait-ce que le soupçon d'une once de tolérance. Je vous ai donné ces deux exemples qui justifieraient à eux seuls la promulga-

tion d'une décennie de la tolérance. J'aurais pu mentionner, dans un autre registre, nos vedettes locales style Arthur ou Pascau dont la popularité n'a d'égal que leur mépris. Alors pourquoi une Année internationale aussi *low profile*?

Nous ne sommes pas invités à réfléchir sur l'intolérance des autres, mais à questionner notre propre tolérance à leur égard. Et là, ça devient plus gênant. On a beau être prompt à qualifier quelque chose d'intolérable, ça ne nous fait pas monter aux barricades pour autant. Le Rwanda, la Bosnie, les femmes battues, la pauvreté des enfants (et de leurs parents, mais ça, apparemment, c'est une autre histoire), ne me dites pas que ça vous laisse indifférent-e?

Pas surprenant qu'on ne se «garroche» pas aux portes pour célébrer la tolérance. À part Monseigneur Turcotte, pas

loin du tolérantisme, oui, oui, du tolérantisme<sup>1</sup>, dans son refus de poser un jugement sur les activités de la Ligue Vie Humaine au lendemain de son congrès à Montréal. Côté tolérance, il n'y a pas toujours de quoi se vanter. S'il est saint de tolérer, ce n'est pas toujours sain. Entre être ouvert aux autres et se fermer les yeux, il y a un effort de jugement qu'on n'a pas toujours le goût de faire. J'ai dans l'idée que c'est d'une année de l'intolérance dont on aurait un urgent besoin. Pour «intolérer» l'intolérable. Et «Quand les hommes vivront d'amour...», on pourra en toute bonne conscience tolérer notre tolérance.

<sup>1</sup> Tolérantisme: opinion, attitude de celles qui poussent trop loin la tolérance théologique (Petit Robert).

L'école,  
lieu de transmission  
des connaissances  
et de la culture commune

**IL FAUT INVESTIR  
DANS L'ÉDUCATION**



Alliance des professeurs et  
professeurs de Montréal (CEQ)

«LES VERS QUI SONT SUR LES MURS DE LA VILLE N'ANNONCENT PAS DE MAUVAISES NOUVELLES. CETTE VILLE A FAIT SA RÉPUTATION SUR DE MAUVAISES NOUVELLES: SI LA POÉSIE PEUT CONTRIBUER À CHANGER QUELQUE CHOSE... POURQUOI PAS?»

GASTON BELLEMARE

**I**l est reconnu pour sa responsabilité, devant le Festival, désormais **international, de Poésie de Trois-Rivières**. Il est coupable, avec d'autres qui l'entourent, d'une dizaine de boîtes, dont la revue *L'estuaire*, la revue *L'arcade*, la seule revue de littérature féminine au Québec, la revue *Gaz-Moutarde*, une revue de jeunes «qui sont en maudit contre tout» et, bien sûr, *Les écrits des forges* (qui forgent du faire). Gaston Bellemare, c'est d'abord un poète au sens le plus propre du terme. Il a les mots.

Nous sommes dans un café-bar du centre-ville, dont il se fait un lieu de prédilection. Fumée de cigarettes, bières rousses ou blondes, vieux jazz en trame de fond: tout y est. Il est cinq heures, il quitte ses amis et vient nous rejoindre. C'est pas une entrevue ordinaire. Nous rencontrons l'homme d'affaires-poète, ou le poète-homme d'affaires. D'entrée de jeu, il précise: «ma propre vie se confond avec celle des poètes, et les gens qui n'ont pas de passion sont d'une ennuyance mortelle.» À vous de juger de la texture du personnage.

### L'HOMME QUI FORGEAIT DU FAIRE

Le festival rejoint-il tout le monde? «Si monsieur ou madame tout l'monde ne vient pas au festival, le festival n'a pas d'avenir!» Le jazz, peu à peu, fait son travail de fond. La poésie n'est-elle pas l'affaire d'une élite? «Écoutez: l'an

passé un ouvrier, en finissant son chiffre, est venu entendre, à l'Embu, un poète suisse et il lui a dit: ce dont vous venez de parler, sur la fabrication des ponts, ça m'a beaucoup touché. Il ne faut pas sous-estimer ce que monsieur ou madame tout l'monde peut penser. Parler d'amour n'est pas une question d'élite.»

### BRASSER LE MONDE ENTIER

Pourquoi faire tant? «Je veux faire bouger cette ville et je veux aussi faire bouger la poésie au Québec afin que les poètes du Québec se lèvent debout et disent: On est aussi bons qu'ailleurs.»

Il précise: «Le mépris de la poésie québécoise ne provient pas de l'étranger: il est québécois! Savez-vous qu'il se vend plus de poésie québécoise en trois jours, au Salon du livre de Paris, qu'en six jours, au Salon du livre de Montréal? À l'étranger, les gens apprécient ce qu'on fait. Ils apprécient la différence. Ici, la différence, elle tue.»

N'allez pas croire qu'il soit du genre pessimiste... «Tout se change, lance-t-il. Le "Québécois" est au stade de l'adolescence: il n'a pas confiance en lui. Et la poésie québécoise en est le reflet, sans quoi, on sentirait cette confiance jusqu'au bout des mots; en tel cas, on brasserait le monde entier, tout comme d'autres cultures nous ont déjà brassés, avec leur poésie!» Et, puisque la confiance en soi peut s'acquérir...

### LE DÉSIR DE DURER

Lors de la présentation de la dernière programmation du Festival, Gaston Bellemare a cité Paul Éluard: «Le dur désir de durer». Il s'explique, laissons-le aller: «Dans la réalité, il faut se battre, car je ne connais pas d'autre moyen de vivre longtemps que de devenir vieux! Les forces de l'intelligence, arrivent à leur pleine puissance au moment où les forces physiques commencent à diminuer. C'est ça, le dur désir de durer. C'est se battre avec soi-même, pour que le corps soit à la hauteur de l'intelligence.»

**Depuis sa première édition en 1985, le Festival de poésie de Trois-Rivières est passé de national à international, et il célèbre cette année son dixième anniversaire.**



RÉJEAN LEROUX

# Entrevue avec Gaston Bellemare: DEUX AUT'VERS!!!



PHOTO: RENÉ BALLMIER

L'ambiance continue d'être ce que devrait être une ambiance de Bistro, à 19 heures. Ça se peuple, ça pleut dehors, l'enceinte acoustique, perchée presque au-dessus de nos têtes, s'impose un tantinet davantage, la beauté prend forme. L'homme-personnage reste toutefois lui-même.

## LE DESTIN DES PEUPLES

Parlez-nous du Conseil des arts. «Le Conseil des arts est un organisme non-gouvernemental où tous les gens qui y siègent sont nommés par la ministre.<sup>1</sup> Le problème, c'est que tous ceux et celles qui y siègent sont de Montréal ou de Québec: comme le gouvernement veut ménager les frais de transport, il choisit toujours des gens de Montréal ou de Québec... Et à Montréal, ils ne méprisent pas les régions, ils

ne savent pas qu'il y en a; on ne peut mépriser ce qu'on ne connaît pas.»

Quelle est votre position? «Je n'ai jamais vu quelqu'un, à Montréal, qui vote pour une région. Vous savez, Montréal n'est pas une ville québécoise! C'est la seule ville canadienne qui réponde aux critères du Canada de Trudeau: bilingue et multiculturelle. Montréal est la seule ville *canadienne*. Moi, je me méfie d'une ville qui n'est pas québécoise.»

«Ainsi, je dis qu'il faudra que les régions se tiennent debout et qu'elles disent: donnez-nous la moitié des budgets et gardez l'autre. Ce que vous ferez avec, on s'en fout! On veut des jurys qui viennent des régions, qui savent ce qu'est une région et qu'il n'y ait pas qu'une place où arrivent les shows. Puis, n'oubliez pas qu'au mètre carré, il y a plus de cons à Montréal qu'il y en a à Trois-Rivières. C'est strictement mathématique! Bien sûr, il y a aussi plus de gens intelligents à Montréal. Mais ce ne sont pas nécessairement des gens intelligents qui prennent les décisions!»

«Faudra que ça bouge! On ne peut pas ignorer ce qui s'est fait dans les régions, depuis 20 ans. Les petits amis de la Ministre devront comprendre que le Conseil des arts n'est pas un club privé qui prend les décisions pour le reste du Québec. La culture, c'est le destin d'un peuple; c'est pas un club privé.»

## LES GARDIENNES DE MONTRÉAL

«Je me suis plusieurs fois fait poser la question suivante: "Est-ce que les autobus vont jusqu'à Trois-Rivières?" Un jour, un gars de Radio-Canada m'a quant à lui demandé: "Pourquoi vous ne faites pas le festival de poésie à Montréal? Pourquoi, nous, on paierait des gardiennes pour aller à Trois-Rivières?" Je lui ai répondu: "parce que nous on paye des gardiennes à l'année, pour aller à Montréal." Et puis, si vous voulez rapatrier tous les événements à Montréal, vous devriez aussi, tant qu'à y être, rapatrier La traversée du Lac St-Jean à la Place des arts, tiens! C'est d'un ridicule épouvantable! Montréal est une ville r-i-d-i-c-u-l-e tellement elle est prétentieuse. Montréal est une ville impérialiste qui voudrait le pouvoir culturel, mais qui ne peut l'obtenir, parce qu'elle est trop multiculturelle. Et puis, souvenez-vous de ceci: à l'heure de l'écologie... les villes de béton, c'est fini.»

«Mais tout change: les combats entre les chrétiens et les lions, ça n'existe plus, vous savez. Tout change!» «Faut avoir la foi», que je lui lance. Éclats de rire. Il répond: «Ou avoir un lion!!!» Éclats de rires, derechef!

<sup>1</sup> Cette entrevue, dont une version a été publiée par la *Gazette populaire* de Trois-Rivières, a été réalisée en septembre 1994. Lisa Frulla-Hébert a depuis laissé sa place à Rita Dionne-Marsois, puis à Jacques Parizeau...



PHOTO: YVES PROVENCHER

## SCIENCES ET TECHNOLOGIES: LA SCIENCE REND-ELLE PLUS «INTELLIGENT-E»?

Informations, connaissances, accessibilité

DE NOS JOURS, CHACUN-E ENTEND PARLER DES TERMES AUTREFOIS RÉSERVÉS AUX «INITIÉS-ES», TELS QUE MÉTASTASE, FÉCONDATION IN VITRO, SOINS PALLIATIFS, PLACEBO, ÉCHANTILLONNAGE, BIOÉTHIQUE, ETC. POURTANT, LA CULTURE SCIENTIFIQUE N'EST PAS INTÉGRÉE: ON NE SAIT RIEN DES MÉTHODOLOGIES OU DES SECTEURS DE RECHERCHE ACTUELS, ON ENTEND DES RÉSULTATS D'ÉTUDES PRÉSENTÉS AU BULLETIN DE 18H SANS POUVOIR VRAIMENT JUGER DE LEUR IMPORTANCE OU DE LEUR PERTINENCE. LES ENFANTS ONT DES COURS DE SCIENCE DÈS LE PRIMAIRE MAIS CELA NE SEMBLE PAS SUFFIRE POUR DÉVELOPPER UN «ESPRIT SCIENTIFIQUE» QUI LES RENDRAIT À LA FOIS CRITIQUES ET CRÉATEURS.

D'AUTRE PART TOUTE UNE PANOPLIE TECHNOLOGIQUE A PÉNÉTRÉ NOTRE VIE QUOTIDIENNE: MICRO-ONDES, GUICHET AUTOMATIQUE, TÉLÉPHONE CELLULAIRE, TÉLÉCOPIEUR, ORDINATEUR PERSONNEL ET BEAUCOUP D'AUTRES. TOUT CELA NOUS DONNE-T-IL PLUS DE POUVOIR SUR NOTRE VIE? Y A-T-IL DE LA PLACE POUR LA SCIENCE DANS NOTRE CULTURE GÉNÉRALE? LA SCIENCE EST-ELLE ACCESSIBLE? CONNAISSANCES ET INFORMATIONS SCIENTIFIQUES SE RENDENT-ELLES À BON PORT?

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR FRANCE PARADIS



ILLUSTRATION JAMES WAGNER

# LES SCIENCES

«Yark!» se sont écriés la quinzaine de fillettes quand Lucie Brais leur a proposé de disséquer trois poissons.

Après quelques minutes, elles avaient pourtant toutes le nez collé sur les bêtes pour en observer l'intérieur. «Et à la fin, elles m'ont reproché de ne pas leur avoir fourni chacune un poisson», raconte la directrice des Scientifines, un organisme qui développe les compétences d'écolières de 9 à 12 ans par le loisir scientifique.

Les sciences de la nature, c'est LA matière à enseigner pour accrocher les enfants, pense Serge Laveault, vice-président pour le

primaire de l'Association des professeurs de science. Parce que c'est concret. Parce que ça répond aux questions que les enfants se posent spontanément sur le monde qui les entoure. Même ses anciens élèves aux prises avec de graves difficultés d'apprentissage aimaient cette matière qui comprend l'étude du vivant,

des quatre éléments et des objets de fabrication humaine. «Je piquais leur curiosité si j'arrivais avec une poulie et qu'on explorait son fonctionnement. Et je réussissais à les faire écrire sur des sujets scientifiques.»

## LE TEMPS DE L'ENSEIGNER

Les écoles primaires du Québec devraient sauter sur l'occasion et profiter de l'attrait naturel des enfants. Malheureusement, les sciences demeurent le «parent pauvre du programme au primaire», aux dires de Serge Laveault. Le ministère de l'Éducation ne prescrit, pour les trois premières années, qu'une heure de sciences naturelles chaque semaine et 30 minutes de plus pour le 2<sup>e</sup> cycle, comparé à 2 heures de catéchèse et 7 de français. En principe, on devrait y aborder six thèmes: les animaux, les végétaux, l'eau, l'air, le sol et



PHOTO YVES PROVENCHE

## LA MAISON DES SCIENCES ET

DANIELLE  
OUELLETTE

Lancée à la fin des années 70, l'idée d'un musée scientifique à Montréal avait pourtant suscité l'enthousiasme, autant du grand public que du Gouvernement provincial appelé à le financer. Une quinzaine d'années plus tard, toujours rien n'a été réalisé dans ce sens. Que s'est-il passé?

Au moment de l'arrivée du Parti québécois au pouvoir en 1976, il n'existait au Québec aucun musée scientifique pour loger des collections, tels l'herbier Marie-Victorin qui se trouvait au Jardin botanique, ou la collection d'insectes du Collège MacDonald. Plusieurs autres étaient éparpillées et souvent mal conservées. Quant au patrimoine industriel, il semblait carrément absent des préoccupations québécoises. C'est, entre autres, ce que constatait Fernand Séguin dans son rapport remis en 1980 au ministre des Affaires culturelles Denis Vaugeois. Celui-ci lui avait confié quelques mois auparavant la présidence d'un comité d'étude sur les musées scientifiques au Québec.

Fernand Séguin entrevoyait un musée d'envergure nationale en sciences et en technologie: «Il est

impossible de créer un musée scientifique comme on le faisait autrefois, un musée-reposoir, un musée accumulatif, disait-il. Il faut concevoir des musées très dynamiques et plus éclatés.» L'accueil a été chaud, mais l'action très lente.

### UN LIEU

Ce n'est qu'en 1983 que le projet refait surface, alors que le ministre de la Science et de la Technologie du Québec, Gilbert Paquette, annonce que le nouveau musée sera érigé sur l'île Sainte-Hélène, ancien site de l'Expo 67. Fernand Séguin est chargé d'élaborer un scénario muséologique. Fidèle à ses préoccupations d'intégrer la culture scientifique à la culture générale, il intitule sa thématique *Le plaisir de la découverte*.

Automne 1985: la Société de la Maison des sciences et des techniques de Montréal est créée par une loi votée à l'unanimité au parlement de Québec, et une équipe de réalisation se met au travail. Le communicateur scientifique Jean-Marc Carpentier est alors directeur délégué à la thématique: «Nous

# À L'ÉCOLE

CLAUDE LAFLAMME

les objets fabriqués. Sauf que beaucoup d'écoles n'accordent même pas aux sciences de la nature le peu de temps prévu par le Ministère et attribuent ce temps à d'autres matières.

Lucie Brais a en effet observé que les fillettes qui fréquentent les Scientifines n'ont rien appris sur les sciences à l'école. Et des enseignantes du primaire lui ont déjà révélé ne rien connaître en ce domaine. Susanne Vincent, professeure en sciences de l'éducation à l'Université Laval, estime que c'est le manque de formation des enseignants-es qui les amène à négliger cette matière: «C'est comme s'ils n'avaient pas apprivoisé la culture scientifique». Mais il y a plus: «On ne cesse de leur répéter que les élèves doivent être mieux formés en français et en mathématiques. Alors, les enseignants en font une priorité, au détriment des sciences de la nature», ajoute-t-elle.



PHOTO: YVES PROVENCER

## AUTRES MUSÉES

comptions ouvrir juste à temps pour célébrer le centenaire de l'ingénierie au Canada en 1987.»

En juin 1986, entre la St-Jean-Baptiste et la fête du Canada, alors que tout le monde est en vacances, le Gouvernement libéral, élu en novembre, dissout la Société et le projet est mis en veilleuse. La raison officielle: le manque d'argent. Fernand Séguin ne pardonnera jamais à Claude Ryan, alors ministre de l'Éducation, une décision qu'il identifie à un cléricisme dépassé qui a horreur de la remise en question: «Or, la culture scientifique, clamait-il, c'est un regard neuf sur les choses sans prendre les résultats pour définitifs. C'est le sens de la liberté. Si les Québécois ne se dotent pas, de gré ou de force, d'une solide culture scientifique, ils seront engloutis par la mer américaine.»


Depuis l'avortement du projet, d'autres institutions scientifiques ont vu le jour, comme l'Insectarium, le Biodôme ou le Cosmodôme. Sommes-nous à créer un réseau muséologique morcelé des sciences pour nos jeunes? Devrons-nous revenir à l'idée d'un lieu faisant la promotion de l'esprit scientifique? 



PHOTO: E. LEE WHITE



PHOTO: YVES PROVENCER

## L'ORDRE DANS LES CONNAISSANCES

Pourtant, lorsque nos élèves participent à des épreuves de niveau international, ils-elles obtiennent de bonnes notes. C'est qu'ils-elles puisent leurs connaissances ailleurs qu'à l'école: dans les magazines, les émissions de vulgarisation scientifique, les Clubs des débrouillards, les Clubs-Science, etc. Mais cette abondance de sources d'information ne devrait pas réduire l'importance qu'on y accorde à l'école, selon Suzanne Vincent: «Tout d'abord, parce que ce ne sont pas tous les élèves qui les utilisent. Ensuite, parce que l'école a pour rôle de mettre de l'ordre dans les connaissances que l'enfant acquiert un peu partout.»

Le programme de sciences de la nature du Ministère souffre par ailleurs de certaines faiblesses. Il confond entre autres la conservation de l'environnement et les sciences de la nature. «On y glisse souvent vers la morale, constate Suzanne Vincent. On dit par exemple aux enfants qu'il ne faut pas polluer les rivières. Dans une perspective scientifique, il faudrait plutôt leur expliquer les effets des polluants sur les cours d'eau, ce qui serait beaucoup plus enrichissant pour eux.» Ce programme vieillot a vu le jour en 1980 et devrait être révisé «prochainement».

## UNE DÉMARCHÉ

Ce n'est qu'en secondaires 4 et 5 que les élèves profitent d'un programme de sciences vraiment moderne. La révision du cours obligatoire de science physique de secondaire 4 et des cours facultatifs de physique et de chimie de secondaire 5 remonte à environ quatre ans. Leur nouvelle approche, le constructivisme, au lieu de mettre l'accent sur les connaissances scientifiques, insiste sur l'acquisition d'une démarche scientifique. Ainsi, on amène l'élève à se questionner, à émettre des hypothèses pour répondre à ses questions, puis à confirmer ou à infirmer ses hypothèses par l'expérimentation.

En clair, «on encourage les jeunes à être curieux, ce qui est la première attitude scientifique, et à faire preuve de rigueur dans leur démarche d'investigation», explique Thanh Khanh Tran, conseiller pédagogique à la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM).

«De la sorte, on détruit le mythe qui veut que la science présente toute la vérité.» Raynald Guérette, professeur de physique en secondaires 4 et 5 à l'école Jean-Grou de Montréal, accorde également beaucoup de mérite à cette approche: «Une fois que les élèves ont acquis les principes de base (poser des questions, expérimenter, vérifier des hypothèses), il leur est plus facile de comprendre les théories scientifiques comme telles.»

## L'ÂGE DE GRÂCE

Les belles intentions du programme ne se reflètent cependant pas toujours dans la réalité, souligne Thanh Khanh Tran: «Les activités proposées par le programme n'en respectent pas l'esprit. Les professeurs manquent d'outils et ils ont besoin de perfectionnement, car ça nécessite tout un changement d'attitude de leur part.» Pour Raynald Guérette, le problème est ailleurs cependant: «Le programme n'est pas adapté à tous les élèves. Pour les plus faibles, on doit déployer des trésors d'imagination pour les amener à se poser des questions.» Tout simplement parce que les cours obligatoires des trois premières années (écologie, sciences physiques de l'environnement et biologie humaine) n'ont pas bénéficié de la cure de rajeunissement de leurs grands frères du 2<sup>e</sup> cycle.


Raynald Guérette est convaincu que si les élèves étaient formés dès le primaire à l'approche constructiviste, tous «performeraient» beaucoup mieux en secondaires 4 et 5. En outre, ils développeraient leur capacité de douter et leur esprit critique «à un âge de grâce pour acquérir une telle attitude», selon Suzanne Vincent. Mais, avant qu'on en arrive là, l'école québécoise devra accorder plus d'importance aux sciences et en renouveler l'enseignement à tous les niveaux. 



PHOTO SHARON HENNING

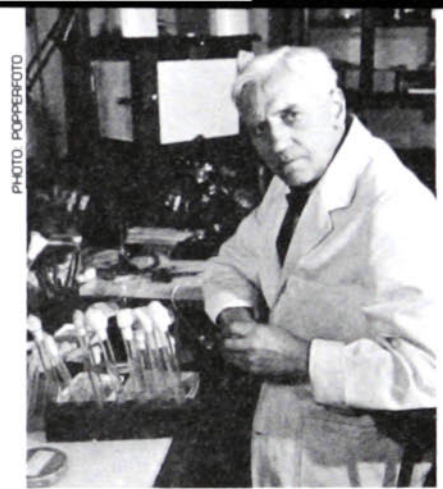


PHOTO POPPER/OTO

LA SCIENCE A SUIVI UN SENTIER  
SINUEUX AVANT D'ARRIVER  
JUSQU'À LA MÉTHODE  
EXPÉRIMENTALE QU'ON UTILISE  
ENCORE AUJOURD'HUI.  
YVES GINGRAS, SPÉCIALISTE DE  
L'HISTOIRE DES SCIENCES À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC  
À MONTRÉAL (UQAM),  
NOUS A AIDÉ À RÉSUMER LES  
GRANDES LIGNES DE  
L'EXPÉRIENCE SCIENTIFIQUE.

Les premiers balbutiements de la science remontent aux Égyptiens-nes et aux Babyloniens-nes, mais c'est aux Grecs-ques que nous devons les bases de l'observation scientifique.

PHOTO INSTITUT PASTEUR



Le jeune Louis Pasteur.

◀ Alexander Fleming, qui découvrit la pénicilline en 1928.

▶ Isaac Newton et ses orbites...



DESSIN: WILLIAM BOYLE



PHOTO: IMPERIAL WAR MUSEUM

Fabrique de membres artificiels à Londres, durant la Première Guerre mondiale.

# PETITE HISTOIRE DE LA SCIENCE

MARIE RIOPEL

L'œuvre d'Aristote, mort en 322 avant JC, sur la classification des animaux par exemple, s'avère exacte encore aujourd'hui, malgré les progrès accomplis depuis.

Avec le déclin de l'Empire grec, les traités de cette civilisation ont trouvé peu d'échos dans le monde chrétien, mais ils ont continué à être discutés dans le

monde arabe. Il a fallu attendre la seconde moitié du 11<sup>e</sup> siècle, période de reconquête de l'Espagne musulmane par les Chrétiens, pour que l'Europe redécouvre les grands travaux scientifiques grecs. Des pans importants du savoir grec avaient été traduits en arabe.

Les Grecs étaient passés maîtres en observation et leurs travaux forcent l'admiration encore aujourd'hui. Leurs notes minutieuses ont permis aux civilisations suivantes de franchir une nouvelle étape: l'expérimentation.

## UNE SAIGNÉE!

«C'est à la Renaissance que les Européens ont cherché les originaux des traités grecs pour les adapter au latin et, ainsi, apprivoiser le génie de cette nation.» Des cerveaux italiens sont ensuite venus éclairer la science de leurs observations concrètes: comme Léonard de Vinci (1452-1519) avec ses prototypes, le médecin Vésale (1514-1565) qui s'est fait le promoteur des dissections. «Avant

lui, la médecine continuait d'appliquer les théories farfelues de Galien (129-201) sans trop se soucier de les vérifier. Les humeurs, les purges et les saignées sévissaient alors couramment. Gros modo, Vésale a dit, pour comprendre l'anatomie, «les médecins doivent se salir les mains et faire eux-mêmes les dissections».»

C'est Galilée qui a ajouté l'expérimentation à l'observation mathématique. Même s'il est acclamé, la communauté scientifique du temps se divise en deux clans: les défenseurs d'Aristote et les disciples de Galilée. «C'est la combinaison de la théorie des Grecs et de l'expérimentation de Galilée et autres précurseurs qui a changé les choses», précise Yves Gingras.

## RASSEMBLER LES TRAVAUX

En 1662, la création de la Société royale de Londres a amené l'institutionnalisation de la science. D'autres académies, dont l'Académie des sciences de Paris (1666), ont vu le jour en Europe et ceci a grandement contribué à ouvrir le chemin à la science moderne. En partie, parce qu'elles rassemblaient les scientifiques, mais surtout parce qu'elles rassemblaient les travaux et permettaient ainsi de les poursuivre en permanence.

À partir de Newton (1643-1727), la méthode hypothético-déductive s'impose au détriment de la méthode inductive de Bacon. C'est là qu'on s'est rendu compte que l'observation et l'expérimentation ne donnent pas toujours de preuves suffisantes et qu'il fallait des calculs mathématiques pour démontrer la véracité de certaines hypothèses. Les deux formes de raisonnement pourraient s'expliquer ainsi: la méthode inductive est celle de celui ou celle qui ne sait pas, mais qui veut savoir. C'est une investigation qui part de quelques indi-

## Eurêka! Quand Archimède baignait...



D O S S I E R

VO n° 255 • JUILLET-AOÛT 1995


ces et remonte jusqu'à une proposition générale. Alors que l'autre est la méthode de quelqu'un-e qui croit savoir et veut le prouver aux autres. Il-elle part d'une hypothèse générale qu'il-elle tente d'appliquer en particulier. Les deux formes de raisonnement appartiennent encore aujourd'hui à toutes les sciences.

### UNE COURSE À RELAIS

Énormément de chercheurs-es ont fait des travaux dans l'ombre et on ne connaît pas leurs noms! En un sens, les

découvertes scientifiques ne tombent pas du ciel. Elles sont les conséquences des travaux d'un grand nombre de scientifiques méconnus, chercheurs-es dans l'ombre, qui y ont participé. Kepler, par exemple, s'est inspiré des travaux de Galilée pour énoncer trois lois en astronomie. Newton a repris ces travaux et, les poussant dans un autre sens, a élaboré les lois de la gravitation et du mouvement. Or, c'est Newton qui a ramassé les honneurs. Le progrès scientifique est une sorte de course à relais où les «athlètes» ne

choisissent ni leurs coéquipiers ni le trajet de la course.

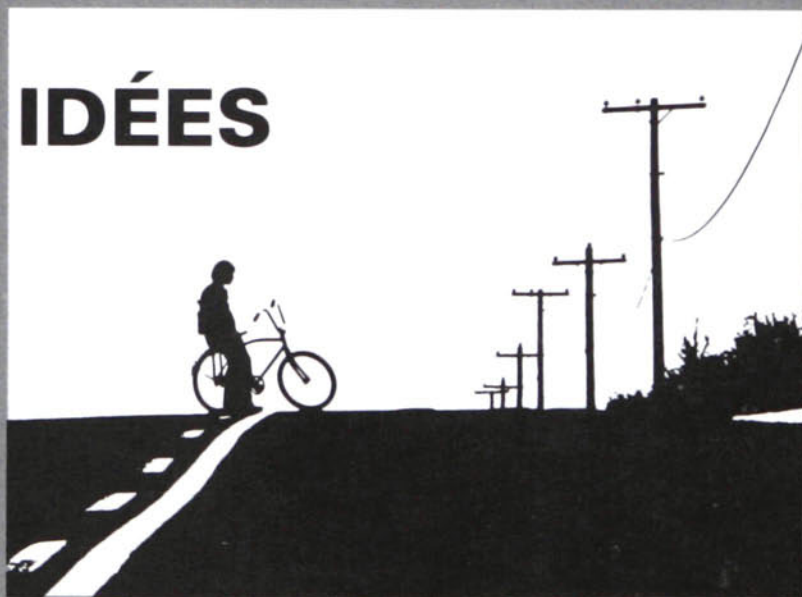
Depuis le 18<sup>e</sup> siècle, la méthode expérimentale rallie la majorité des scientifiques. «Aujourd'hui, grâce à l'informatique, on réussit à tester sur ordinateur avant d'expérimenter véritablement. Cette expérimentation de synthèse, si on peut dire, évite beaucoup d'observations concrètes inutiles.» À l'aube de l'an 2000, les savants-es utilisent toujours la méthode hypothético-déductive. 

## L'objet: D'IDÉES EN IDÉES


Il est rare qu'un objet de notre quotidien soit issu d'une seule théorie scientifique, soutient Raynald Pépin, professeur de physique au Collège Ahuntsic. «La plupart des choses qui nous entourent ont nécessité beaucoup de recherches et de tâtonnements.» C'est le cas de la bicyclette. C'est une longue piste cyclable que la science a dû parcourir avant que ne se pointe le vélo actuel.

Dans la conception du vélo, plusieurs mécanismes sont inspirés de la science: le principe du levier, cher à la physique, explique les fonctions du pédalier, du dérailleur et de l'aérodynamisme du vélo. Mais les débuts ont été modestes. En 1790, durant la Révolution française, le comte de Suivras a élaboré le célérifère pour amuser ses enfants. Il s'agissait d'un véhicule à deux roues identiques, reliées par une pièce de bois. Les enfants devaient se servir de leurs pieds pour le faire avancer sur le sol.

L'évolution de la bicyclette, faite de multiples améliorations, n'est pas exempte d'incongruités. «Le vélo de montagne, des plus populaire, est bizarrement une régression



en terme d'aérodynamisme, argue Raynald Pépin. La grande légèreté et la fine silhouette des vélos de course permettaient de gagner de la vitesse, mais elles ont été escamotées avec cette bicyclette». Inventé par Charlie Kelley et Gary Fisher, le vélo tout terrain a pourtant des millions d'adeptes.

Il en a fallu des calculs de débrouillards-es pour que notre vélo ait sa présente allure, mais le progrès continue. Des expériences sont actuellement tentées pour intégrer des puces et des capteurs électroniques aux freins, aux suspensions et aux changements de vitesse de la bicyclette. La technologie nous promet des déplacements en vélo toujours plus rapides. Née d'une idée scientifique rudimentaire, la bicyclette profite du temps qui améliore la science constamment. 

MARTINE ROUX

**R**écession oblige! Les subventions à la recherche scientifique ne sont plus ce qu'elles étaient. Bien que nos gouvernements ne jurent que par la Recherche et le Développement (R-D) pour réussir le virage technologique, ils jettent de plus en plus la recherche scientifique dans les mains de l'entreprise privée. Ainsi, c'est elle qui décide de ce qu'on cherchera dans les laboratoires. Et croyez-moi, elle connaît ses intérêts.

### QUI PAIE?

S'il ne joue plus le rôle principal, l'État demeure néanmoins un acteur important, se transformant même en metteur en scène. Même s'il n'accorde pratiquement plus d'aide financière directe à la recherche, il encourage la R-D par de généreuses mesures fiscales, tels les crédits d'impôt. Ainsi, chaque dollar investi en recherche au Québec ne coûte qu'environ 40 cents aux entreprises. Selon Pierre-Étienne Grégoire, économiste au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (MICST), en 1987, année de l'instauration des avantages fiscaux pour les entreprises effectuant de la recherche et du développement, le soutien à la R-D en milieu industriel via les mesures fiscales se chiffrait à plus de 70 millions \$. En 1992, la somme atteignait presque les 336 millions \$. C'est donc dire que l'État assume indirectement plus de la moitié des coûts affectés à la R-D.

### ADMISSIONS

Mais ne frappe pas qui veut à la porte du paradis fiscal. Aux yeux du MICST, la R-D se définit comme étant une in-



PHOTO: YVES PROVENCHER



PHOTO: BENOÎT AQUIN

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, EN SCIENCES SOCIALES COMME EN SCIENCES DE LA TECHNOLOGIE, NE BÉNÉFICIE PLUS DES LARGESSES DE L'ÉTAT. QUI SUBVENTIONNE MAINTENANT LA RECHERCHE AU QUÉBEC? À QUEL PRIX?



## À LA RECHERCHE DE FONDS DE RECHERCHE

vestigation ou une recherche systématique d'ordre technologique ou scientifique. Exit la recherche dans les sciences sociales ou les humanités, non admissible aux crédits d'impôt. Ces domaines deviennent les parents pauvres des subventions accordées à la recherche et sont presque entièrement dépendants de l'État.

«En sciences sociales, les subventions viennent rarement de l'entreprise privée, observe Daniel Latouche, politologue et chercheur à l'INRS-Urbanisation. Elles proviennent des grands conseils de recherche, des organismes gouvernementaux, des différents ministères, etc. Si on demande 40 000\$, le gouvernement nous en offrira 25 000\$. Il faut sans cesse ajuster nos prévisions à la baisse: on arrive tout juste à payer nos salaires et ceux des assistants de recherche, on n'arrive plus à couvrir nos frais fixes.»

Marc Blain, directeur du service de la recherche et de la création de l'UQAM, reconnaît qu'en général la recherche universitaire est financée à 70% par le gouvernement et à 30% par le secteur

public. Sauf pour les sciences sociales encore une fois, où cette dernière proportion est pratiquement nulle. «La loi de l'impôt est ainsi faite que les entreprises peuvent uniquement déduire de leurs revenus les subventions accordées à la recherche dans le domaine des sciences et de la technologie. Ça fait longtemps que les universités réclament les mêmes avantages pour les sciences humaines ou sociales: il n'y a pas de raison pour que les crédits d'impôt se limitent aux secteurs de pointe. Mais le gouvernement n'entend pas de cette oreille...»

### UNE OSMOSE...

D'un huitième qu'elle était en 1987, la part du financement de la recherche universitaire par le secteur privé est passée à un tiers, bien que remboursée à près de 60% par l'État par les mesures fiscales. Mais avant d'accorder sa bénédiction à un projet de recherche, l'entreprise privée pose elle aussi ses conditions. Ainsi, les travaux du-de la chercheur-e doivent nécessairement être profitables à l'entreprise, c'est-à-dire être commercialisables: un nouveau médi-

cament, un détergent qui lave plus blanc, etc.

«Nous subventionnons des projets de recherche spécifiques qui nous permettront de compléter nos activités, explique Gervais Dionne, directeur R-D chez BioChem Pharma. La collaboration avec les universités et les centres de recherche est une condition *sine qua non* au succès de notre entreprise: il faut qu'il s'établisse une espèce d'osmose entre les deux milieux.»

Fondée en 1986 avec l'aide de la Caisse de dépôt et placement du Québec, BioChem Pharma a aujourd'hui le vent dans les voiles. De 52 millions \$ en 1991, son actif est passé à près de 250 millions \$ en 1994. En 1990, l'entreprise concluait une entente avec la multinationale Glaxo pour le développement du 3TC, un médicament antida dont la commercialisation est prévue pour la fin de l'année et qui risque de bouleverser le traitement de la maladie. «Nous avons beaucoup investi dans la recherche pour le 3TC, poursuit Dr Dionne. Il est difficile d'estimer le montant exact de la recherche mais en général, on peut dire qu'il en coûte environ 350 millions \$ EU pour mettre un médicament au point.» Difficile alors d'éviter que le médicament ne coûte tellement cher que seuls les sidatiques bien nantis puissent se l'offrir.

## DU TÉLÉTHON AU LABORATOIRE

Une autre source de financement de la recherche est le grand public, mais pour des causes qui touchent la population de près, comme la recherche sur les maladies cardio-vasculaires ou le cancer, les deux principales causes de décès au Québec. «L'année dernière, nous avons accordé 3 385 000 \$ à la recherche sur les maladies cardio-vasculaires, ce qui répond au tiers des besoins des chercheurs», explique Johanne Morrissette, de la Fondation des maladies du cœur du Québec. Cette somme provient pres-

## Une grande partie de la correspondance de Marie-Victorin lui était obligée par la recherche d'appuis politiques et de financement.



que uniquement des dons du grand public: la Fondation ne reçoit pas de subvention gouvernementale.

Bien que la qualité de la recherche pratiquée au Québec soit largement supérieure à la moyenne canadienne, les chercheurs-es reçoivent deux fois moins d'argent que dans les autres provinces, faute de dons suffisants. «L'an passé, au Québec, nous avons amassé 4 millions \$ de dons pour les maladies du cœur; en Ontario, c'était 30 millions \$. Les Québécois sont des donateurs spontanés, ils éparpillent leurs dons au lieu de les planifier.» Solution? Courtiser l'entreprise privée, où Johanne Morrissette affirme qu'il y a un «potentiel d'exploitation». C'est encore le seul acteur capable de faire le contrepois.

## LES PLAISIRS DE LA CHAIRE

Dans les universités, la capitalisation de la recherche se traduit par la création de chaires industrielles. Traditionnellement, une chaire de recherche désignait un montant d'argent accordé à un chercheur-e aux compétences exceptionnelles pour un programme de recherche précis. Aujourd'hui, certaines entreprises donnent une subvention à l'université pour un certain type d'activités ne relevant pas nécessairement de la recherche mais faisant appel à une coopération élargie entre l'université et l'entreprise. La chaire industrielle Sea-

gram, à l'UQAM, en est un exemple. «Une chaire industrielle n'est ni plus ni moins une variation sur le mode de financement, affirme Marc Blain de l'UQAM. C'est de l'argent qu'une université reçoit pour faire son travail d'université, tout comme un contrat de recherche. L'entreprise en retire des avantages certains, tant sur le plan de la fiscalité que sur le perfectionnement de son rendement. Les chaires industrielles, ce n'est ni bon ni mauvais.»

Les règles du jeu ont changé dans le grand théâtre de la recherche au Québec. En conséquence, il est à prévoir que le rythme des recherches appliquées va s'accélérer dans les domaines de pointe (biotechnologie, télécommunication, robotique), tandis qu'il ralentira en recherche fondamentale. Pour s'assurer d'avoir de l'argent, le-la chercheur-e universitaire a intérêt à cibler ses activités sur les secteurs de recherche intéressant les industriels. Les politologues, sociologues ou physiciens-nés des particules, dont les travaux ne sont pas commercialisables, passeront à côté du gâteau de l'entreprise privée et devront se contenter des miettes de fonds publics accordés à la recherche fondamentale. «Il faut sans cesse faire une campagne de séduction, convaincre que le projet est intéressant et nécessaire, déplore Daniel Latouche. On passe au moins la moitié de notre temps à courir de l'argent...»



PHOTO: ASPRO, ANDREW DE LORY



# Recherche scientifique: QUELQUES REPÈRES POUR S'Y RETROUVER

STÉPHAN DUSSAULT

**S**i on peut faire dire ce qu'on veut aux statistiques, il en va de même pour les recherches scientifiques. Ce qui ne veut pas dire qu'elles soient sans valeur, toutes choses étant par ailleurs relatives... Avant de débiter une recherche, le scientifique émet une hypothèse qu'il tente de confirmer. «C'est un humain comme vous et moi, nous dit Serge Simoneau, ergonomiste et vulgarisateur scientifique. Et plusieurs n'ont pas l'humilité d'admettre qu'elle aura été réfutée». Voici quelques balises qui nous guideront sur les ténébreux sentiers de la recherche scientifique.

## DES BAILLEURS DE FONDS INTÉRESSÉS

Chacun devrait d'abord se demander quel est l'intérêt de l'organisme qui subventionne une recherche, car il y a toujours un intérêt. «Sans falsifier les résultats, un scientifique a toujours tendance à trouver ce qu'il cherche, et non ce qu'il ne cherche pas», poursuit Serge Simoneau. De la même manière, si vous n'entendez pas parler des résultats, c'est peut-être que quelqu'un, quelque part, n'a pas intérêt à les dévoiler.

Le cas de l'amiante dans les années 60 est intéressant à cet égard. Une compagnie états-unienne, la John Manville Corporation, cachait volontairement à ses employés



PHOTO: YVES PROVENCER

«Les questions de normes acceptables ne sont pas des normes scientifiques, mais plutôt des normes sociales».

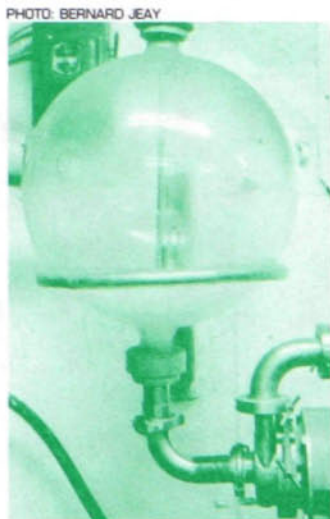


PHOTO: BERNARD JEAY

es les conséquences d'une exposition en trop grande concentration à l'amiante: le cancer du poumon, l'amiantose et le mésothéliome. Par la suite, plusieurs études différentes ont démontré le lien direct entre l'exposition à l'amiante et les trois maladies. L'étude du Mount Sinai School of Medicine, entre autres financée par le syndicat, suggérait ensuite de réduire à zéro le nombre de fibres d'amiante par  $\text{cm}^3$  dans l'air respiré par les travailleurs-ses. Celle de l'Université McGill, entre autres subventionnée par le Conseil

médical de la recherche du Canada, affirmait qu'il n'est pas nécessaire d'éliminer toutes les fibres d'amiante dans l'air.

En fait, le prix à payer pour se débarrasser des fibres dans l'air était très élevé, et la décision finale de l'Organisation mondiale de la santé (1 fibre par  $\text{cm}^3$ ) relevaient plutôt d'un «compromis acceptable». «Les questions de normes acceptables ne sont pas des normes scientifiques, mais plutôt des normes sociales», explique Serge Simoneau.

## LES CONVICTIONS DES CHERCHEURS-ES

Chaque chercheur-e a tout de même son lot de préjugés et de convictions, ce qui peut parfois l'amener sur des terrains mouvants. Certains chercheurs-es s'entêtent à nier les résultats lorsque leur hypothèse est réfutée. C'est le cas du chercheur français Pierre Jouannet. En 1992, il pourfend une étude danoise démontrant que le nombre de spermatozoïdes a chuté de moitié en 50 ans. Dr Jouannet poursuivait depuis 20 ans une étude qui tentait de démontrer que la baisse n'était pas aussi grande. Deux ans après sa virulente sortie, les conclusions de sa recherche confirme l'étude danoise. Il se rallie donc aux Danois... tout en soulignant que la situation n'est pas aussi criti-

que qu'on le laissait croire.

Ce fut le cas du Dr Roger Poisson, ancien directeur du Centre d'oncologie de l'Hôpital Saint-Luc et spécialiste du cancer du sein. Convaincu que dans certains cas l'amputation partielle du sein donne d'aussi bons résultats que l'amputation totale, il entreprend une étude pour confirmer cette hypothèse et modifie les dossiers d'une centaine de femmes pour leur permettre de participer à la recherche. En mars 1994, le *Chicago Tribune* découvre le pot aux roses (cette étude est financée et dirigée par des intérêts états-uniens). Dans certains cas, on avait menti sur la date de l'opération chirurgicale, ce qui est mineur. Mais on a aussi découvert que le Dr Poisson y avait inscrit une patiente... décédée depuis deux ans.

«La vraie fraude scientifique, c'est un peu comme le meurtre», affirmait récemment Daniel Koshland, rédacteur en chef de la revue états-unienne *Science et Cité* dans *Interface*. «C'est un crime rare mais extrêmement grave».

### UN ÉCHANTILLON UN PEU MINCE

L'étude du Dr Jouannet était composée de 1 351 pères de famille, un échantillon largement suffisant, estime Gilles Bleau, directeur du Groupe de recherche en reproduction humaine à l'Hôpital Maison-neuve-Rosemont. On ne peut pas en dire autant d'autres études comme celle du Ontario's Addiction Research Foundation qui concluait que la moitié des femmes faisant partie des Alcooliques Anonymes n'avaient en fait aucun problème d'alcool. L'échantillonnage de femmes étudiées était de 25! À sa décharge, le responsable de l'«enquête» affirme que les résultats ne sont pas définitifs...

Aussi important que le nombre de personnes étudiées: la qualité de l'échantillonnage. L'étude danoise sur le déclin du sperme méritait pleinement les critiques des spécialistes, même si les résultats étaient probants, à cause de la qualité de son échantillonnage. Elle recensait 61 enquêtes différentes effectuées dans 20 pays entre 1938 et 1990 avec des méthodologies différentes. Seulement 39 d'entre elles s'étaient assurées que les hommes étaient bel et bien fertiles; le nombre de jours d'abstinence sexuelle – un facteur influençant beaucoup le nombre de spermatozoïdes – variait d'un à cinq jours; le nombre de sujets étudiés passait de 7 à 1 500 selon l'étude. Bref, la rigueur scientifique en prenait pour son rhume.

### DE LA MÉTHODE

Dans une recherche idéale, on arriverait à contrôler toutes les variables sauf une: celle qu'on souhaite étudier. Toute la difficulté de la méthodologie se trouve là. Dans une recherche portant sur l'efficacité d'un produit médical, il y a plusieurs façons de s'assurer que rien ne viendra biaiser les résultats. L'une des plus efficaces est le test à double insu: la moitié des sujets prend le médicament,



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

### La recherche scientifique prend parfois l'allure d'un quiz...

l'autre un placebo, sans que personne, pas même le chercheur, ne sache qui a pris quoi. C'est ainsi qu'on a validé le premier médicament pour aider l'alcoolique à demeurer sobre. Le naltrexone court-circuite l'effet agréable de l'alcool. Ainsi, le patient qui succombe à la tentation de boire voit son plaisir diminuer, ce qui facilite son retour à la sobriété. En 1992, des chercheurs-es de l'université états-unienne Yale ont étudié les réactions de 104 alcooliques en thérapie. Après trois mois, la moitié de celles recevant le naltrexone sont demeurés sobres, contre seulement 23% des autres prenant un placebo. C'est cette différence entre l'effet du placebo et l'effet du médicament qui laisse présumer de la

véritable efficacité d'un médicament.


La science n'est pas aussi limpide et absolue qu'on aimerait nous le faire croire. Il nous faut lire les journaux et écouter les reportages avec autant de scepticisme que de rigueur. Bref, nous devons chercher à savoir aussi ce qui ne se trouve pas dans l'article ou les conclusions qu'on nous présente. Par exemple, la découverte d'un premier vaccin contre la malaria pouvait laisser supposer qu'on allait sauver plus d'un million de personnes chaque année. Ce qu'on ne retrouvait pas dans le rapport de recherche c'est que le vaccin coûte tellement cher qu'aucun pays où sévit cette maladie mortelle n'a les moyens de se le payer. Il est donc sur une tablette. 

PHOTO: BERNARD JEAY



PHOTO: YVES PROVENCHEUR

ISABELLE SYLVESTRE



# Poussée technologique: DÉRAPERONS-NOUS DANS LE VIRAGE?

PHOTO: YVES PROVENCHEUR

FORCE OU TALON D'ACHILLE DES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES, LES TECHNOLOGIES MODERNES AUGMENTENT-ELLES NOTRE POUVOIR SUR LES CHOSSES — COMME ELLES LE DEVRAIENT —, OU NOUS RÉDUISENT-ELLES AU RÔLE D'ACTEURS-RICES PASSIFS-VES ET IMPUISSANTS-ES? ÉPINEUSE QUESTION SUR LAQUELLE ACHOPPENT LES PENSEURS-ES DE NOTRE ÉPOQUE.

**U**n jour, aux confins de l'histoire, un «nouveau» sédentaire trouva le moyen de creuser la terre pour y semer ses graines, sans avoir mal au dos, ni se salir les ongles. Il ajusta un manche à une mince plaque de métal. Quelle trouvaille! Ainsi, depuis la roue — et même bien avant — l'Homme industriel déploie son génie inventif afin de créer les instruments qui lui permettront de se libérer des fers qui l'enchaînent au travail. C'est encore dans cet ordre d'idées qu'il invente aujourd'hui les technologies modernes.

Seulement, il devient évident aujourd'hui que ces outils portent en eux autant de possibilités que de risques pour l'humanité. D'aucuns-es se demandent si les technologies modernes, bijoux du positivisme, sont l'expression

du triomphe de la Raison,

ou, au contraire, les instruments d'une vertigineuse descente aux enfers pour notre civilisation en mal de contrôle.

## UN MONDE À BÂTIR

«Les technologies modernes libèrent l'Homme du travail et amènent le monde à notre porte», affirme Serge Simoneau, ergonomiste dans le secteur public et biologiste de formation. «Avec ce qu'elles nous font économiser en temps, et ce qu'elles nous apportent en terme de connaissances, notre vie pourrait être fort différente. Nous pourrions produire la même quantité de biens en ne travaillant que 20 heures par semaine, par exemple, et ainsi utiliser les heures qui nous restent pour profiter et maximiser la société des loisirs.»

Serge Simoneau rappelle cependant que «l'utilisation de la technologie n'est pas

neutre». Mise au service de la productivité et du profit, elle devient l'outil qui sert à ériger une société dans laquelle l'idéologie de l'économisme domine. Une société formée d'une majorité d'exclus-es au chômage, et d'une minorité d'élus-es qui sont les seuls à posséder les outils de la connaissances grâce à leur pouvoir économique faramineux, et à l'accès qu'ils se réservent au marché du travail.

Pourtant, les technologies modernes pourraient permettre de bâtir une société pluraliste et plus juste. Par exemple, si l'autoroute de l'information devenait vraiment accessible à tous-tes, elle pourrait être l'instrument d'une distribution mieux répartie de l'information. Mises en réseaux, et offertes à la portée de tous-tes, les technologies ouvrent la porte à l'universalisation du savoir. Elles pourraient tout aussi bien contribuer à l'édification d'une société très démocratique, qui serait basée sur un enrichissement toujours grandissant de la connaissance, et sur une distribution plus égalitaire des ressources (voir le livre de Joël de Rosnay, *L'Homme symbiotique*). Or l'ordinateur, essentiel pour voyager sur cette fameuse autoroute, reste inaccessible aux moins nantis-es et aux exclus-es du marché du travail.

«Les outils de la connaissance sont, aujourd'hui, entre les mains d'une élite privilégiée, déplore M. Simoneau, et cela



D O S S I È R E



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

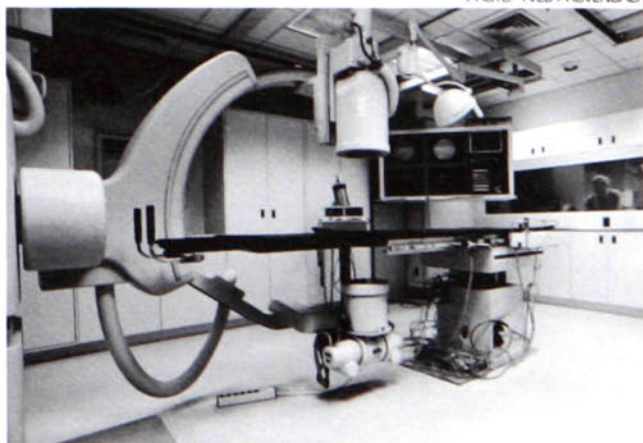


PHOTO: YVES PROVENCHEUR

V O U S N ° 255 • JUILLET-AOÛT 1995

entraîne un appauvrissement de la culture, des valeurs, et du niveau de vie pour la majorité des autres qui sont coupés de l'univers technologique». L'émergence des technologies nous donne donc la possibilité d'édifier au moins deux types de sociétés contradictoires : pluraliste ou duale, démocratique ou exclusive. À nous de choisir.

## L'ÉCUEIL DES ILLUSIONS

Mais justement, les technologies donnent l'impression que nous n'avons pas d'autre choix que de nous soumettre à leurs règles. Nous nous sentons dépassés-es par la vitesse du «progrès» et la complexité des outils technologiques. Ces derniers paraissent échapper à notre contrôle en refusant obstinément de se soumettre à notre réglage. La plus bénigne opération consistant à ajuster nos appareils usuels peut devenir un véritable casse-tête. Qui n'a pas hurlé de frustration devant son manuel de programme de vidéo? Mais ce sont surtout les grandes questions sociales soulevées par l'émergence de cette technologie (déséquilibre du rythme de vie, sur-

bondance de l'information, etc.) qui nous donnent les sensations les plus vertigineuses, celles de la vulnérabilité et de l'insécurité. Impénétrable pour le simple citoyen-ne que nous sommes, nous observons le monde technologique du bord du chemin, interdits et sans recours. Perspective aussi effrayante que fascinante.

Louis Racine, professeur d'Éthique à la faculté de Sciences appliquées à l'université de Sherbrooke, avertit du danger de se laisser berné par l'illusion de la science. «Chacune de nos découvertes ne signifie pas nécessairement un progrès pour l'humanité. Prenez la technologie chimique et ses effets désastreux et irréversibles sur l'environnement». Pensons à la cybernétique et ses effets néfastes sur le système nerveux de celles qui se sont prêtés aux expériences des voyages virtuels: on a constaté aux États-Unis des effets de rétroaction mentale (*flashback*) tellement réalistes qu'à tout moment une personne peut se croire replongée dans le monde du simulateur alors que, par exemple, elle conduit sa voiture.

Mais, au delà de l'illusion d'infailibilité, il y a «nous». Nous sommes parfois tellement éblouis-es par la performance technologique, que nous perdons le sens de l'objectivité et «tombons facilement dans l'illusion que les technologies ont réponse à tout, que les réponses sont en elles», affirme Serge Simoneau. «Cependant, il ne faut jamais oublier que ces dernières ne sont que des outils qui restent maniés par l'Homme. Main-

tenant, il s'agit de voir ce que nous voulons réellement en faire».

Selon le professeur Racine, «il faut intégrer les technologies, les harmoniser à nos besoins. Comprendre que l'outil technologique est créé pour alléger le fardeau de l'humanité, et non pour faire du profit. Mis au service d'un économe sans frein, nous perdons prise sur lui». Bref, rappelons-nous de la pelle, de sa raison d'être: la volonté de l'humain sur son objet. ↵



PHOTO: BENOIT LAQUIN

25 ANS  
D'EXPÉRIENCE

ÇA  
COMPTE

ACTIF	9,614,53	18,999,65
PASSIF	9,614,52	18,999,65
SOLDE	0,01	0,00

ACTIF	18,828,14	12,793,85
PASSIF	18,828,14	12,798,85
SOLDE	0,00	0,00

Gosselin + Associés

COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST. BUREAU 420.  
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2E 1A7  
TÉLÉPHONE : (514) 376-4090

## Éditorial – suite de la page 5

Premier cas connu, en 1938, un groupe de psychiatres allemands, appuyé par des officiers, tenta d'interner Hitler avec un diagnostic de maladie mentale. Roland Jaccard<sup>3</sup> en parle comme d'un «combat d'avant-garde pour établir la prépondérance de leur discours sur celui du pouvoir politique». «Ils ont perdu cette bataille, mais ils n'ont pas perdu la guerre», conclut-il.

Dans le contexte actuel de judiciarisation de la société, les psychologues prennent de plus en plus de place. Depuis le début de l'importante crise de valeurs des 30 dernières années, l'État n'a pas seulement démissionné quant à son rôle de distributeur de richesse collective; il a remis à plusieurs occasions au judiciaire et à la jurisprudence (c'est-à-dire à l'empirisme du cas par cas) le pouvoir décisionnel forgeant l'avenir social.

Parallèlement au phénomène de judiciarisation, on peut noter une augmentation des problèmes (ou, tout au moins, de la conscience des problèmes) de santé mentale<sup>3</sup>. On pourrait considérer heureux que la société accorde plus d'attention

aux problèmes de souffrance mentale et à son incubateur reconnu, la pauvreté. Mais on assiste présentement à un «enfouissement» de la personne souffrant mentalement, une mise à l'écart *pro forma*, par une déresponsabilisation officielle. Définitivement, elle «quitte la position de sujet à qui l'on parle pour devenir l'objet dont on parle et dont on dispose»<sup>4</sup>. La communication est coupée, le lien social dissous. Bien assez d'être ostracisée, cette personne ne tirera pas profit, à moyen terme, d'une «déresponsabilisation». Sur les 100 000 manières de tuer quelqu'un-e, la plus sûre, c'est de le déresponsabiliser. ↵

3 On ne parle pas d'une poignée d'individus: 1 personne sur 3 aura connu au cours de sa vie une dépression en bonne et due forme. Une toute récente étude de Santé-Québec indique un niveau élevé de détresse psychologique au pays. En progression, il était présent chez 19% de la population en 1987, d'après une enquête de l'époque, et touche maintenant 26% selon l'enquête de 92-93. Les groupes les plus touchés sont les jeunes (15-24 ans) et particulièrement les femmes.

4 Roland JACCARD, *La folie*, coll. Que-sais-je?, PUF, 1972, 127 pages.



# QUÉBEC EN COULEURS

PIERRE VIAU

**L**es chiffres ne vibrent pas. À mal les regarder, ils endorment. À les analyser, ils peuvent révéler. *Faits et chiffres, aperçu de l'immigration*, publié en novembre 1994 par Citoyenneté et Immigration Canada, n'y échappent pas. Mais que révèlent-ils de l'immigration 1993 au Canada et au Québec?

## C'EST COMBIEN DE MONDE?

On parle de 240 138 personnes. La catégorie «réunification des familles et parents aidés» représente 54%. Les immigrants-es indépendants-es et les gens d'affaires (requérants principaux et personnes à charge) comptent 31,5% du total. Quant aux réfugiés, ils sont 24 543, soit 10%.

## D'OÙ VIENT-ON?

Un peu plus de 50% de l'immigration

## UNE IMMIGRATION DISTINCTE?

1993 vient de l'Asie pacifique. De 1991 à 1993, les immigrants-es de cette région sont passés de 97 578 à 129 578. Les proportions baissent dans les autres régions du monde: Afrique-Moyen-Orient 14,3%, Amérique Centrale et du Sud 13,3%, Europe 18,2%. Selon les catégories, l'Asie pacifique vient toujours en tête, et même largement chez les gens d'affaires (77,4%). Elle est toutefois dépassée de 10% par l'Afrique-Moyen-Orient (39,7%) pour le nombre de réfugiés.

## OÙ SE DESTINE-T-ON?

88% de l'immigration 1993 se dirige vers trois provinces. La puissante Ontario attire 52%. Le Québec et la Colombie-Britannique, 18% chacun. Bien sûr,

les centres urbains attirent davantage. 87% de l'immigration 1993 de Colombie-Britannique s'installe à Vancouver. Au Québec, Montréal accueille 86%. L'Ontario réussit, grâce à une urbanisation plus éclatée, à mieux répartir la population immigrante: Toronto reçoit 54% de l'ensemble qui arrive en Ontario.

La population réfugiée arrive davantage au Québec qu'en Colombie-Britannique (23% ici, 5% là-bas). L'Ontario absorbe 58% de cette catégorie de l'immigration.

## SOCIÉTÉ DISTINCTE, IMMIGRATION DISTINCTE?

Le document nomme les dix principaux pays d'où origine la population immigrante de 1993 à Vancouver, Toronto et Montréal. Parmi les cinq premiers pays d'origine, à Montréal, quatre n'apparaissent pas ailleurs: Haïti, France, Liban, Roumanie. À cet égard, le Québec accueille une immigration en quelque sorte distincte du reste du Canada.



Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (CEQ)

Au service des jeunes et des adultes dans les commissions scolaires.

9405, rue Sherbrooke Est - Montréal H1L 6P3  
Tél.: (514) 356-0505 Téléc.: (514) 356-1324

### LE CENTRE 7400:

au centre de l'île de Montréal

- à côté du métro, station De Castelnau
- près du boulevard Métropolitain
- reçoit des organismes à but non lucratif
- une douzaine de locaux disponibles
- possibilité de 10 à 300 personnes
- session de 1 jour et plus
- services de cafétéria et 22 chambres

7400, boul. Saint-Laurent

Montréal (Québec)

H2R 2Y1

Tél.: 270-7400

Fax: 270-7451

# La formation, un atout pour l'action!

Production vidéo ♦ Formation ♦ Location de salles



1212, rue Panet, Montréal, Qué. H2L 2Y7  
Tél. (514) 524-3561



PHOTO: JULIE PERREAULT

## La compagnie LE JUSTE WORLD

### La commercialisation produits

glais, deux distributeurs se partagent le marché: Self-Help Crafts et, la plus importante, Bridgehead.

Bridgehead est née en 1981 autour d'une tasse de café. La légende veut que ce soit quatre Torontois, se questionnant sur l'origine, la transformation et l'exportation des grains de café, qui aient fondé l'organisation. Au départ, complètement bénévole, avec un fonds de 30 000\$, Bridgehead distribue du café du Nicaragua et de la Tanzanie, avec l'aide d'une organisation similaire basée en Hollande. Le réseau se construit à pas de fourmis et les ventes se font de bouche à oreille.

En 1985, Bridgehead, dont la santé financière est vacillante, est acquise par OXFAM-Canada. Jusqu'en 1987, Bridgehead offre essentiellement du thé et du café. À partir de cette période, l'organisation va prendre de l'expansion. Elle sort un catalogue qui offre en plus, pour la première fois, des produits d'artisanat. En deux ans, elle doublera son chiffre d'affaires. En 1990, deux boutiques, une à Toronto et l'autre à Ottawa, amorcent la vente au détail. Mais les ventes par catalogue restent majoritaires et atteignent près de 80% de l'ensemble des ventes. En 1993, celles-ci dépassent les 3,4 millions de dollars.

**Tâches simples, travail d'équipe et atelier aéré: un emploi idéal pour des personnes vivant avec une déficience intellectuelle.**



PHOTO: COURTOISE BRIDGEHEAD

TRÈS PEU CONNUES AU QUÉBEC, CERTAINES ORGANISATIONS FONT, AU NORD, UNE COMMERCIALISATION ALTERNATIVE, VOULUE PLUS JUSTE, DE DIFFÉRENTS PRODUITS DU SUD.

JULIE PERREAULT

**L**a mode est aux coloris et saveurs exotiques. Vestes guatémaltèques, foulards indiens, bracelets indonésiens, café nicaraguayen: le temps est au *world beat*. Rarement pense-t-on à l'artisan ou à la paysanne, installé derrière son métier ou courbée sous le soleil. Encore moins sait-on si leur travail a été justement rémunéré.

Les producteurs-rices du Tiers Monde ignorent souvent la valeur marchande de leurs produits dans les pays étrangers. Ils se font souvent arnaquer par des intermédiaires qui, «eux», connaissent les réseaux et règles de la commercialisation.

#### AUTOUR D'UN CAFÉ

Il existe un réseau alternatif d'import-export visant un partenariat plus équitable avec des producteurs-rices du Tiers Monde. Basées surtout en Europe, on trouve plus d'une douzaine d'organisations pour un commerce alternatif - *Alternative Trade Organisation*. Au Canada an-

## Bridgehead: PRIX DU BEAT alternative de du sud

#### PARTENAIRES DU MONDE

Aujourd'hui, Bridgehead s'approvisionne directement auprès de 85 partenaires du Tiers Monde. La plupart sont basés en Asie. Selon Sarah Whitfield, agente de liaison à Bridgehead, «les pays asiatiques ont préservé une forte tradition artisanale». Une vingtaine de partenaires sont d'Amérique latine. L'Afrique reste un continent sous-représenté. «C'est la faiblesse des infrastructures - transport, communication, approvisionnement - qui explique nos faibles liens avec les producteurs-rices africains-es», soutient Mme Withfield. «Dans les années à venir, nous comptons mieux couvrir cette région du globe.» À venir aussi, un développement du côté d'artisans-es amérindiens-nes du Canada.

#### LES MOYENS

Outre le volet productif, la plupart des groupes partenaires de Bridgehead font de l'éducation populaire. Cours d'alphabétisation, de formation professionnelle et cliniques de santé côtoient les activités artisanales ou agricoles. La plupart sont des coopératives de personnes appauvries ou désavantagées par nos sociétés.

Choisir des coopératives n'est pas un choix neutre. Selon Sarah Withfield, cette forme d'association économique contribue au changement de relations sociales inégalitaires. «Les décisions y sont prises de façon plus démocratique. Les profits sont distribués également entre les membres et, pour les femmes, nombreuses dans ces projets, la coopérative leur permet d'avoir voix au chapitre, de participer à la gestion.» Lorsque la situation d'un pays rend dangereux l'établissement d'une coopérative officielle, interprété par les autorités comme un acte politique potentiellement subversif, Bridgehead accepte de fonctionner avec des groupes familiaux, plus informels. C'est le cas au Guatemala.

#### R.S.V.P.

Dans certains cas, il semble que des entreprises se fassent aussi passer pour des coopératives sans pour autant en appliquer les pratiques<sup>1</sup>. Une certaine méconnaissance des producteurs-partenaires s'explique par le fait que les liens s'établissent par courrier et par télécopie, faute de moyens. Une

coopérative est souvent référée par une autre organisation de commerce alternatif. Les ressources manquent pour visiter tous les pays et on doit se fier aux réponses données au questionnaire de sélection des partenaires.

Fort détaillé, ce questionnaire scrute les objectifs, les formes de gestion, les conditions de travail des membres et le rôle joué par les femmes. Cependant, certaines questions sont un peu biaisées ou simplement naïves, du genre «aidez-vous simplement des individus pauvres à se trouver un revenu ou les encouragez-vous à comprendre et résister aux forces qui appauvrissent et subordonnent?». On imagine assez facilement la réponse recherchée...

Les partenaires doivent avoir un impact réel et positif dans leur communauté. C'est le cas du *Social Work and*

1 ROBINS, Dan, «Third World Chic», *This Magazine*, vol 28, no 1, juin 1994, p. 23-24.

**À Nairobi (Kenya), 35 femmes monoparentales gagnent leur vie grâce au projet Maridadi Fabrics. Leurs tissus imprimés sont prisés à l'étranger et par les hôtels locaux.**



PHOTO: COURTOISE BRIDGEHEAD

Research Center de Tilonia, au Rajasthan en Inde. Tout en prévenant la dégradation de l'environnement, il offre une formation alternative. Gulab, mère de quatre enfants et brodeuse de couvre-pieds, est ainsi devenue une «mécanicienne aux pieds-nus». Elle va donc, selon les demandes, aider à poser des pompes à eau dans le voisinage. D'autres sont devenus-és des «ingénieurs-és aux pieds-nus», ayant électrifié à l'énergie solaire des villages entiers<sup>2</sup>.

### PRIX COMPÉTITIFS

Les prix donnés au fournisseur-partenaire sont suggérés par lui. S'il est jugé trop élevé par **Bridgehead**, qu'on évalue que le produit ne pourra être compétitif sur le marché canadien, on propose de modifier le produit pour diminuer les coûts de production. Un chandail de lainage péruvien peut être acheté par **Bridgehead** à 50\$ ou 60\$. Il est vendu 150\$, ce qui permet de couvrir les frais douaniers, de manutention et d'assurance. Si les prix ont grimpé depuis deux ans, c'est que tous les produits sont achetés en dollars états-uniens. Même le commerce alternatif est régi et contraint par les dévaluations de la monnaie canadienne...

Malgré cela, certaines années permettent de dégager un profit net. Sous forme de «dividende pour le développement», 50% de ces profits sont alors retournés aux producteurs-partenaires qui ont contribué aux revenus supplémentaires. Tous les artisans-és doivent participer au choix du projet à financer et, si possible, subventionner un projet communautaire. Une autre partie des profits sert au reboisement de régions d'où proviennent des produits faits de bois. Enfin, le reste sert à la consolidation de **Bridgehead** et au développement de nouveaux contacts dans le monde.

### MARKETING

Outre les prix, le produit doit être commercialisable, c'est-à-dire répondre à certaines tendances de la mode canadienne. Des séminaires de formation sont organisés pour présenter aux partenaires du Tiers Monde les styles et designs à la mode sur les marchés occidentaux<sup>3</sup>. On veut bien acheter une robe thaïlandaise mais pas celle qu'on porte en Thaïlande! Tissu oriental et coupe occidentale vendent mieux.

On peut craindre que des artisans-és du Tiers Monde développent une production dépendante des courants éphémères de la mode. **Bridgehead** s'en préoccupe. Par ses critères de sélection de partenaires, elle évalue la diversification de leur production. Outre la partie destinée aux marchés étrangers, des produits doivent être vendus localement.

Esperanza Moreno, directrice générale adjointe d'OXFAM-Québec, explique. «Il faut être réaliste. Au nord comme au sud, on produit pour un client. Il faut s'ajuster à ses besoins et ses goûts. Plusieurs producteurs du Tiers Mon-



PHOTO COURTOISE BRIDGEHEAD


**Tisser le jute pour mieux vivre. Bangladesh.**

de vendent déjà leurs articles aux touristes. Une partie de l'ajustement est déjà fait. De toute façon, une bourse faite par une Guatémaltèque demeure une bourse guatémaltèque...».

À **Bridgehead**, cette clientèle est majoritairement féminine, habitant l'Ontario ou la Côte ouest canadienne et est agée d'environ 35 ans. Les textiles et les articles utiles pour la maison ont la cote auprès des acheteuses. On leur offre des objets divers: boucles d'oreilles, vêtements, sacs à main, décorations de Noël, tapis, jouets, etc...

### LE MARCHÉ QUÉBÉCOIS

Pourquoi pas plus de ventes au Québec? Toute la documentation et les catalogues de **Bridgehead** ne sont disponibles qu'en anglais. Le service téléphonique est par contre offert en français et en anglais. «On n'a pas les ressources pour développer ce marché et offrir les services en français», me confie Sarah Withfield. Surtout que depuis l'an dernier, **Bridgehead** fournit le marché états-unien. «Nous sommes en discussion avec OXFAM-Québec pour que se développe un réseau francophone», ajoute Mme Withfield.

À OXFAM-Québec, on confirme cet intérêt. Même que pour l'année 1994-95, on souhaite mettre sur pied un projet pilote qui prendrait appui sur l'expertise de **Bridgehead**. «Il faut faire une petite étude de faisabilité pour le territoire québécois», me dit Esperanza Moreno. «Il faut bien cerner les goûts des Québécois. On voudrait que nos partenaires à nous, en Haïti, au Nicaragua ou au Burkina Faso, puissent participer à cette organisation». Un catalogue ou une boutique québécoise pour l'automne 1996? 

<sup>2</sup> Bridgehead, catalogue.

<sup>3</sup> ROBINS, Dan, «Third World Chic», *op. cit.*

## L'intégrisme musulman au Québec:



ILLUSTRATION: JULIE PERREAULT

ABDELHAMID GMATI

**L**es femmes d'un côté, les hommes de l'autre; une porte d'entrée pour les unes, une autre pour les autres; dans l'amphithéâtre, la séparation était claire: pas de promiscuité, ni de voisinage de sexes durant cette journée consacrée à la «solidarité islamique». Les femmes étaient «voilées» et les hommes, en partie, «barbus». Cette manifestation a eu lieu le 11 juin 1994 à Montréal, plus précisément à l'Université de Montréal, au pavillon Jean-Brillant.

Au programme: une série de conférences données par des personnalités islamistes venant de Londres, de Paris, du Pakistan, d'Égypte, du Maroc et du Canada. L'un des conférenciers, Rached Ghannouchi, chef des intégristes tunisiens, réfugié à Londres et indésirable au Canada (il n'avait pas pu avoir un visa), devait intervenir en direct par téléphone.

L'assistance, estimée à 200 personnes, était composée surtout de néo-canadiens d'origines maghrébine pakistanaise, égyptienne. Les conférenciers ont parlé du mouvement islamiste dans son

ensemble, des moyens de s'organiser et de se battre. Une quête a été faite au profit des «victimes et des familles des martyrs». Une femme a offert sa bague évaluée à 1 000\$ et qui, mise aux enchères, a été achetée à 400\$. Le tout était ramassé au nom de la Mosquée «Fatima» de Montréal.

### ORGANISMES ET MOSQUÉES

Les intégristes sont présents à Montréal et au Canada; ils pratiquent la discrétion et la clandestinité. Ils se cachent derrière des organisations de charité, religieuses ou culturelles. Les plus importantes ont leur siège aux États-Unis, en Arabie Saoudite et ailleurs, avec des bureaux canadiens. Comme la *Ligue mondiale islamique* (financée par l'Arabie Saoudite), ou la *Fédération internationale des organisations estudiantines*. Ils s'infiltrant au sein d'organisations musulmanes, des mosquées déjà existantes, ou en créent de nouvelles.

Celles qui se disent les plus importantes sont le Centre islamique du Québec, qui dispose de la plus ancienne mosquée de l'île de Montréal (1965) à Ville Saint-Laurent avec quelque 10 000 fidèles. L'un de ses dirigeants, M. Abassi, nous a parlé des activités religieuses de l'organisation mais n'a pas voulu prendre position sur le problème de l'intégrisme, insistant sur sa neutralité. La Communauté musulmane du Québec

# LES FEMMES D'UN BORD, LES HOMMES DE L'AUTRE

(Muslim Quebec), dont l'un des dirigeants, Dr. Mohamed Amin, est pakistanais d'origine, établi au Québec depuis 1964, œuvre pour concrétiser «le village islamique», considéré et dénoncé par beaucoup de musulmans-es comme un futur «ghetto». Mais il y en a d'autres, comme cette Fondation musulmane du Canada dirigée par Youssef Mouammar, un lavallois qui s'appelait Gilles Breault avant sa conversion à l'Islam en 1980. C'est lui qui, en février dernier, appelait au meurtre en Algérie et menaçait de mort une journaliste européenne ayant critiqué le régime intégriste soudanais.

### DANS L'ARRIÈRE-BOUTIQUE

Et puis, il y a les mosquées, certaines dépendantes d'organismes, d'autres indépendantes. On en compte une quinzaine à Montréal, la plupart vouées à la seule pratique religieuse mais il y en a d'autres, bizarrement situées dans un sous-sol de café ou dans l'arrière-boutique d'un restaurant. Les mosquées ont, en principe, chacune son Imam. Mais si la plupart d'entre eux sont choisis et élus par la communauté, d'autres viennent ici en «missionnaires». Comme Syed Fida Bukhari, imam de la plus vieille mosquée du Québec (1965), un pakistanais envoyé à Montréal en 1990 par la Ligue islamique mondiale, après avoir officié en Asie, en Europe et dans les deux Amériques. Ou Saïd Youssef Fawaz, imam de la mosquée *Al Umma*, sur la rue Saint-Laurent, Libanais d'origine, à Montréal depuis 1982, et qui, lui aussi, a été envoyé par la même Ligue. Ils reçoivent des salaires de l'Arabie Saoudite qui livre une «guerre idéologique» à l'Iran, chiite, autre pourvoyeur de fonds. Fawaz ne se con-



Le Coran

tente pas de sa mission religieuse, il rend également «la justice» et «conseille» au gouvernement du Québec d'appliquer la Charia pour combattre la criminalité.

Assimiler ces personnes et ces organismes aux intégristes serait un peu trop excessif. Tout au plus pratiquent-ils une vision fondamentaliste de l'Islam, ce qui les confine à une activité religieuse, contrairement aux intégristes qui eux s'adonnent essentiellement à la politique.

### MÉTHODES ET OBJECTIFS

Que veulent les intégristes? Leurs objectifs au Canada sont nombreux mais ne sont pas dirigés (à priori) contre le pays d'accueil, tant que celui-ci pratique la neutralité ou l'indifférence à leur égard. Leurs activités plus ou moins clandestines visent quatre objectifs principaux:

- sensibiliser l'opinion publique occidentale à leur cause, en se présentant comme des citoyens démocrates, victimes de la répression de régimes dictatoriaux; ils approchent les journalistes et les organismes de défense des droits de la personne. Et ils sont vigilants contre tous ceux qui dénoncent leur véritable nature (d'où les menaces de mort);
- gagner à leur cause les musulmans-nes «ordinaires» afin de susciter leur solidarité et leur soutien politique, moral et financier. Ici l'intimidation et le «terrorisme religieux» sont de rigueur. Certains s'y laissent prendre et imposent le port du voile à leurs filles ou à leur épouse;

**Dépliants à vocation prosélytique distribués par le bureau canadien de la Ligue mondiale islamique.**



- transférer des fonds dans leur pays d'origine;
- acquérir du matériel et des armes nécessaires aux actions terroristes dans leur pays d'origine.

### DISCRETS

Malgré leur discrétion et leur double langage, on peut les identifier à travers leur mode de vie, leurs activités, leur langage. Ils sont souvent discrets, cultivés et parlent très bien la langue du pays.

Leur première caractéristique est qu'ils n'ont nullement l'intention de s'intégrer, leur séjour au Canada n'étant que temporaire, le temps que leur mouvement prenne le pouvoir dans leur pays d'origine. Leurs femmes et leurs filles portent le voile, ils ne s'impliquent pas dans la vie quotidienne québécoise, n'en commentent pas la vie politique ou sociale et vivent entre eux, en ghetto. Ils assurent, au Canada, le prolongement d'actions initiées par des commanditaires, des organisations sises aux États-Unis.

### PORTES OUVERTES

Ils organisent des conférences, des «journées» (comme celle décrite au début de cet article) et des activités culturelles avec beaucoup de facilités et de moyens. L'une des plus récentes a eu lieu en octobre 1994 à l'université McGill qui organisait une journée «Portes ouvertes». Parmi les manifestations mises sur pied, une exposition du

## L'immigration musulmane

**300 000 musulmans-es vivent au Canada, selon le dernier recensement canadien (1994), dont 80 000 au Québec. Parmi eux, plusieurs sont des Québécois-es convertis à l'islam et s'adonnent, à une exception près, à la pratique de la religion. Aucun lien avec l'intégrisme. L'immigration des musulmans-es est issue de plus de 70 pays africains, asiatiques et moyen-orientaux. La religion est le seul lien entre ces communautés disparates. Elles ont discrètes et ont le désir de s'intégrer. Ces musulmans-es là n'ont pas de problèmes de «voile» et souffrent de la présence des intégristes. Ces gens ne veulent aucun problème avec la société d'accueil. Ils se plient aux lois et essaient de se faire des amis-es. Certains-es s'impliquent socialement ou politiquement et leurs enfants qui fréquentent l'école publique ou privée sont plus passionnés de hockey, de ski et de patinage québécois que de soccer. Leur religion, ils la pratiquent chez eux et seule une minorité se rend à la mosquée.**

# خوصصة المؤسسات المداء


## الحقيقة ان تتسبب المدا

### Les origines de l'intégrisme d'ici

**Les intégristes ont commencé à venir au Canada depuis une dizaine d'années. Le point de départ a été la prise de pouvoir des intégristes en Iran (1979). Le déclic a été la concurrence des deux régimes fondamentalistes iranien et saoudien, tous deux soucieux de propager leur vision et leur influence à travers le monde musulman. Les deux ont aidé à la prise de pouvoir des intégristes au Pakistan et au Soudan. Et ils multiplient les efforts pour que cela se fasse aussi en Égypte, en Algérie et ailleurs dans le monde musulman.**

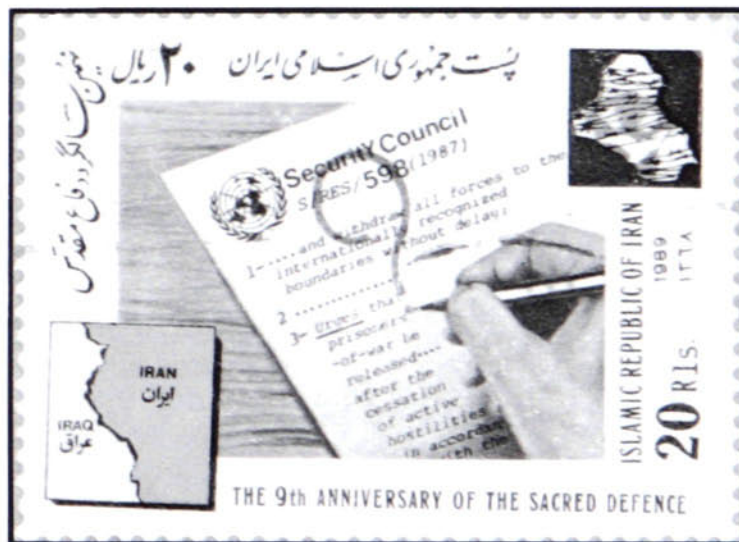
**Avec deux variantes fondamentales: les organismes financés par l'Iran (principalement au Liban, en Palestine et au Soudan) ont déclaré la guerre aux États-Unis et au monde occidental (attentat du World Trade Center). Les autres (Égypte, Algérie, Maroc, Jordanie, Tunisie) visent la prise de pouvoir dans leurs pays respectifs. Ceux-là ne touchent pas aux intérêts états-unis, ni aux É-U. De tous les attentats commis en Égypte ou en Algérie, aucun n'a touché une cible états-unienne. Non pas qu'ils nourrissent une sympathie particulière pour les États-unis, mais simplement par tactique et intérêt.**

réduire à un rôle de femme voilée au foyer. Ce qui ne les empêche pas de vouloir pratiquer le «mariage de plaisir» (une union de quelques jours qui se termine par la répudiation de la femme; honnie par la communauté musulmane, cette pratique est surtout encouragée par les intégristes). Un musulman, anti-intégriste, estime qu'on peut identifier un intégriste à son incapacité de tenir une conversation sur un film, une pièce de théâtre ou une prestation musicale (qu'ils ne fréquentent pas).

Il est difficile de les recenser, étant donné leur discrétion. Mais au vu de leur affluence lors des manifestations qu'ils organisent, on peut estimer leur nombre entre deux et trois cents personnes. Mais ils compensent par leur activisme. 

département des études islamiques qui comportait plusieurs stands offrant des livres, fascicules et autres dépliants donnant une vision fondamentaliste de l'Islam. Ces dépliants et autres ouvrages étaient réalisés par la Ligue Mondiale islamique, la Fondation internationale musulmane du Canada et l'International Islamic Federation of Students Organizations.

Leurs propos sont souvent politiques et portent sur la situation dans leur pays. Leur pays d'accueil, ils ne l'évoquent qu'en termes élogieux et ils ne s'étendent que très rarement sur la religion, n'étant pas des théologiens. Ils sont anti-avortement, anti-contrôle des naissances, opposés à toute émancipation de la femme, qu'ils veulent



**Ce timbre iranien de 1989 a pour thème la guerre entre l'Iran et l'Irak, qui constituait, selon Khomeiny, le début de la révolution islamique mondiale.**

COLLECTION: DANIEL S-LEGAULT

**Ne manquez pas dans le prochain numéro...  
Septembre-octobre 1995**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

DOSSIER:   
**Les indépendances à travers le monde**  
L'histoire concrète de leur processus

ENTREVUE:   
**SVEND ROBINSON**

ISABELLE RIVEST

## FEMMES VICTIMES DE VIOL EN HAÏTI: UNE ARME POLITIQUE

Une trentaine de femmes, réunies à Port-au-Prince, sont en colère. Elles arrivent des quartiers populaires en périphérie de la ville: Cité-Soleil, Martissant, Carrefour-Feuilles. Ce qu'elles ont en commun est d'avoir été victimes de viol sous le régime de Cédras. Et de continuer à réclamer justice.

«Nous avons organisé une campagne de dénonciation, nous avons rencontré des journalistes de la presse internationale, témoigné devant la Commission inter-américaine de l'OÉA et discuté avec des avocats des États-Unis, s'exclame Jacqueline, une des femmes à la réunion. Et rien n'a bougé! Les criminels n'ont pas été arrêtés. De plus, depuis le retour d'Aristide, le courant de sympathie international s'est évanoui.»



PHOTO: BENOÎT AGUIN

Pour éviter d'être reconnus, ils arrivaient parfois masqués. Sinon, ils obligeaient les femmes à regarder par terre ou à se coucher à plat ventre. Celles qui contrevenaient aux directives étaient frappées.

La plupart étaient des viols collectifs. Et aucune des femmes dans

la maison: mère, fillette ou vieille femme, n'était épargnée. Si le mari était présent, il était ligoté puis battu. Certains ont été moins chanceux... ils ont été tués.

On forçait aussi les jeunes gens à violer les femmes de la maison. À Cité-Soleil, un garçon a été assassiné après avoir refusé. Les quatre meurtriers ont ensuite violé tour à tour sa mère, une femme de 55 ans. Puis, ils sont repartis avec tous les ob-

jets qui avaient une certaine valeur, même le matelas...

### CLIMAT DE TERREUR

«Le viol a été utilisé comme une arme politique tout au long du coup d'État», explique Olga Benoît, animatrice à Solidarité femmes haïtiennes (SOFA). Ce sont surtout les résidentes des quartiers pauvres qui en ont été victimes. Et ce crime, qui venait par vague, suivait le baromètre des négociations internationales. C'est autour des Accords de Governor's Island, qui avaient abouti au retour manqué d'Aristide en octobre 1993, que le summum de la répression s'était abattu.

À tout bout de champ, le Front pour l'avancement et le progrès haïtien (FRAPH) passait ses ordres de grève. Pendant deux ou trois jours, la population devait rester enfermée chez elle. Ne pas leur obéir, c'était s'exposer à être sauvagement battu. Et la nuit, des groupes de quatre à huit hommes, «attachés» ou «zenglendos», comme on les appelle, faisaient irruption dans les maisons, armés de mitraillettes: «Ouvre la porte!, criaient-ils. Ou c'est nous qui l'ouvrirons!»

### BRIGADES DE VIGILANCE

Les femmes des quartiers populaires se sentent toujours en danger. Car si l'arrivée des forces multilatérales de l'ONU a freiné un certain temps l'ardeur des «attachés», la violence reprend peu à peu dans les quartiers populaires. Aujourd'hui, les criminels utilisent plutôt les armes blanches, plus discrètes que les armes à feu. «Nous avons élu un gouvernement pour empêcher que ces choses-là se répètent. Or, depuis qu'Aristide est revenu, on parle de justice, mais la situation ne change pas», poursuit Jacqueline. Son seul espoir, c'est l'appel à reformer les brigades de vigilance lancé par le président, lors de la fête nationale du 7 février dernier. De Duvalier à Avril, ce sont ces brigades, formées de jeunes des quartiers populaires, qui ont assuré la sécurité de la population. «Ceux qui nous ont violées savent qui nous sommes. Mais nous ne pouvons pas les reconnaître. Et tant qu'ils seront en liberté, nous ne serons pas tranquilles.»



**Biscasso inc.** (Fonds de développement Emploi-Montréal)

# Miser sur

# LA JEUNESSE AU TRAVAIL

# c'est forger l'avenir du Québec !

LE  
**FONDS**  
DE SOLIDARITÉ  
DES TRAVAILLEURS  
DU QUÉBEC (FTQ)



# LA RECETTE DU BONHEUR C'EST...

*des emplois de qualité.*

